

Boubacar Barry

*Sénégalie: plaidoyer pour une  
histoire regionale*

copyright © Boubacar Barry, 2001

Published by the South-South Exchange Programme for Research on the History of Development (SEPHIS) and the Centro de Estudos Afro-Asiáticos, Universidade Candido Mendes, Brazil. Amsterdam/Brazil, 2001.

Printed by Vinlin Press Sdn Bhd, 56 1st Floor, Jalan Radin Anum 1, Bandar Baru Seri Petaling, 57000 Kuala Lumpur, Malaysia for Forum, 11 Jalan 11/4E, 46200 Petaling Jaya, Selangor, Malaysia.

This lecture was presented by Boubacar Barry (Universidade Cheikh Anta Diop – Dakar, Senegal) during a lecture tour in Brazil in 2000 organized by SEPHIS and CEAA.

Addresses:

SEPHIS  
International Institute of Social History  
Cruquiusweg 31  
1019 AT Amsterdam  
The Netherlands

CEAA  
Centro de Estudos Afro-Asiáticos  
Universidade Candido Mendes (UCAM)  
Praça Pio X, 7 – sétimo andar  
20040-020 Rio de Janeiro  
Brazil

email: [sephis@iisg.nl](mailto:sephis@iisg.nl)  
website: <http://www.iisg.nl/~sephis>

email: [afro@candidomendes.br](mailto:afro@candidomendes.br)

# Table des Matieres

<b>1. Reflexion sur les discours historiques des traditions orales en Ségambie</b>	5
La genèse des traditions orales en Ségambie	6
La fixation des traditions orales	14
Discours historique et nationalisme	20
Discours historique et idéologie nationale	28
Conclusion	34
<b>2. Ecrire l'histoire dans l'Afrique postindépendance: Le cas de l'Ecole de Dakar</b>	36
L'Ecole de Dakar et le legs du passé	37
L'Ecole de Dakar et le mouvement nationaliste d'indépendance	42
L'école de Dakar et l'idéologie nationale	55
Conclusion	64
<b>3. Histoire et Perception des Frontières en Afrique aux XIXe et XXe siècles: Les Problèmes de l'intégration africaine</b>	66
Introduction	66
Le legs du passé	67
Restructurations de l'espace ouest-africain au XIXème siècle	70
Les frontières coloniales et la destructuration de l'espace ouest africain	72
Frontières et construction de l'état-nation	75
Frontières et intégration régionale	78
Conclusion	85
Bibliographie	86



# 1. REFLEXION SUR LES DISCOURS HISTORIQUES DES TRADITIONS ORALES EN SÉNÉGAMBIE<sup>1</sup>

Dans son dernier roman, Cheikh Hamidou Kane définit ainsi le rôle du griot, gardien des traditions orales dans les sociétés sénégalaises. “Le silence est leur épreuve. Pour exprimer la race sans écriture, ils ont creusé, même pilé le silence qui est demeuré intact, les emmurant de sa masse obscure. Dans le silence ils ont creusé des grottes de rythmes, de lumineux éclairs de guitare, de profondes vallées de légendes. Des millénaires durant, avant que le fil ténu de l’écriture n’eût intérieurement et de toutes parts entrepris de coudre le monde noir en lui-même, les griots par leurs voix et les instruments qu’ils ont imaginés, furent les démiurges qui bâtirent ce monde et ses seuls témoins. Ils l’ont exalté emplis de dignité, de poids disent-ils, élevé au-dessus de lui-même soutenu dans des champs de bataille, maintenu dans la gloire et la tradition. Cette oeuvre, ils l’ont accomplie contre le silence et l’oubli, contre le temps destructeur. Aussi Farba Mâsi Seck, griot des Diollobe du Fuuta Toro savait-il la puissance du silence.”<sup>2</sup>

Ainsi, la double fonction du griot était-elle de rompre le silence de l’oubli et d’exalter la gloire de la tradition. Cette histoire bâtie sur l’apprentissage de la tradition orale transmise de génération en génération a été ces dernières années approfondie par les historiens modernes qui ont appris dans les Universités à écrire l’histoire sur la base de la confrontation des documents écrits avec les documents oraux.

Mais, nous avons aujourd’hui le sentiment que ces historiens ont privilégié les sources écrites dont les informations ont été simplement corrigées ou confirmées par les traditions orales. Les historiens n’ont pas suffisamment, dans la plupart des cas, analysé

---

*This paper was presented at the International Conference on “Words and Voices: Critical Practices of Orality in Africa and in African Studies” held at the Bellagio Study and Conference Center, Italy, February 24-28, 1997.*

<sup>1</sup> A Mamadou Diouf dont l’article, “Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal 1960-1987”, a largement inspiré cette réflexion.

<sup>2</sup> Cheikh Hamidou Kane, *les Gardiens du Temple* Nouvelles Editions Ivoiriennes, 1996, pp. 7-8.

la logique interne de ces sources orales elles-mêmes comme un autre discours historique qui aurait été transmis dans le but bien précis de dire l'Histoire.

A ce propos, il serait bon de voir comment la société globalement réactive ou non les traditions orales pour répondre aux besoins du moment ou comment ces mêmes sociétés confinent dans le silence des pans entiers de leur histoire pour les besoins de la cause. Les sociétés de la Sénégalie font l'objet de deux discours historiques parallèles qui s'interpénètrent à l'occasion mais qui peuvent aussi se côtoyer sans se toucher, mettant en exergue le difficile métier d'historien dans une société orale comme la nôtre qui a été mise en parenthèse pendant un siècle de colonisation.

#### LA GENÈSE DES TRADITIONS ORALES EN SÉNÉGAMBIE

A propos du Galam, dans son livre «Les portes de l'Or», Abdoulaye Bathily nous donne des renseignements sur le dur apprentissage des traditions orales dans le Gajaaga. «D'après Mamadu Talibe Sisoxo, notre maître nous fait asseoir autour de lui. Il nous dit de nous lever. Quand nous sommes tous debout, il nous remet une tige de mil. Il commence alors à parler. Il nous récite trois paroles (passages). Il nous dit: cette nuit vous les apprendrez. Vous les récitez pour vous-mêmes au cours de la nuit. Le lendemain au lever, il vous rassemble et vous interroge sur ce que vous avez appris la veille. Vous le lui récitez. Après avoir fini il vous donne encore d'autres paroles (passages).

Chaque jour nous commençons le récit depuis le début jusqu'au point où nous nous étions arrêtés la veille et cela pendant sept ans. Une même parole que vous apprenez pendant sept ans ne peut vous échapper. Nous avons eu successivement pendant les sept ans trois maîtres, mais chacun d'eux nous fait réapprendre du début jusqu'à la fin. Ces maîtres étaient Tamba Waranka pendant trois ans, Dawda pendant deux ans. Tous les deux sont Sisoxo. Mon père Talibi pendant deux ans. Le tout, ça fait sept ans.»<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Abdoulaye Bathily, *Les Portes de l'Or, Le Royaume du Galam, VIII-XVIII siècle*, l'Harmattan, Paris, 1989, p. 28.

Ce dur et long apprentissage témoigne de l'importance du griot comme détenteur approprié des traditions orales. Niane Djibril, dans l'Épopée Mandingue de Soundjata confirme ce rôle éminent du griot dans la conservation et la transmission des traditions orales. «Je suis griot. C'est moi Djeli Mamadou Konaté, fils de Bintou Kouyaté et de Djeli Kedian Kouyaté maître dans l'art de parler. Depuis des temps immémoriaux les Kouyaté sont au service des princes Keita du Mandingue. Nous sommes les sacs à parole, nous sommes des sacs qui renferment les secrets plusieurs fois séculaires, nous sommes la mémoire des peuples, par la parole nous donnons vie aux faits et gestes des rois devant les jeunes générations. Ma parole est pure et dépouillée de tout mensonge, c'est la parole de mon père; c'est la parole du père de mon père.»<sup>4</sup>

Cet enseignement, aussi bien que la transmission du savoir, est codifié au sein de la caste des Griots, que Sory Camara appelle à juste titre les gens de la parole. Le système endogamique, qui relègue le griot à la caste inférieure des ñamakala, explique le mépris mêlé de crainte dont ces personnages font l'objet. Mais cela s'explique davantage par leur don de la parole; déploiements oratoires, chansons épiques et généalogiques, chants lyriques et surtout par le monopole qu'ils exercent en tant que gardien des secrets du passé.

De ce fait, leur comportement quotidien, leur langage habituel, leurs chansons rappellent non seulement aux nobles ce qu'ils doivent s'efforcer d'être, mais encore c'est peut-être l'aspect le plus intéressant de la question, offrent le spectacle d'un groupe de référence négatif. Leur fonction est aussi le développement extraordinaire de structures de médiation qui rétablissent la communication dans une société où les rapports sociaux semblent tous marqués par des considérations de hiérarchie, d'autorité, d'étiquette, de déférence et de révérence.<sup>5</sup>

Les griots, en tant que détenteurs de la tradition orale, ont conservé et transmis de génération en génération la grande geste

---

<sup>4</sup> Djibril Niane Tamsir, *Soundjata ou l'Épopée Mandingue*, Présence Africaine, 1960, pp. 9-10.

<sup>5</sup> Sory Camara, *Gens de la Parole: essai sur la contribution et le rôle des griots dans la société Malinké*, Paris, Karthala, 1992, p. 12.

du Mali et en particulier l'épopée de Soundjata, la gloire du Mali, publiée sous forme de plusieurs versions par Niane Djibril Tamsir et récemment par Youssouf Tata Cissé et Wa Kamissoko. Chaîne de connaissance qu'on peut qualifier d'initiatique, le mythe fondateur de l'empire du Mali est conservé intact, malgré les vicissitudes de cet empire. On garde intact comme un roc le souvenir de Soundjata. Wa Kamissoko est fier de se rattacher à ses ancêtres, les Kamissoko Doréba, qui furent les témoins oculaires de l'événement qui fit entrer le Mandé dans l'histoire. De plus ils furent les confidents et les chantres des rois les plus valeureux de ce pays. Le traditionaliste au verbe pur et puissant était fier de présenter l'essentiel de l'héritage légué par les ancêtres de perpétuer l'histoire en la chantant.

Wa Kamissa savait aussi raconter ce pays, ses fleuves et ses collines, ses dieux, ses institutions, ses mythes, ses légendes, son histoire, ses peines, ses espérances. Pour comprendre du dedans la société mandingue Wa excellait dans maints domaines du savoir traditionnel y compris dans celui de la mythologie, de la cosmogonie et des signes graphiques dont l'étude dit-on est réservée aux initiés des grands *djo*, sociétés d'initiation mandingues, et en particulier ceux du *komo*.

Mais, ce savoir a un caractère sacré et par conséquent sa transmission a toujours un côté secret que le conteur est tenu de garder. Il y a toujours une manière de dire les choses. Chaque parole a un autre sens, une autre signification. Wa Kamissoko avait accepté de mettre à la disposition de la recherche l'essentiel du savoir dont il était dépositaire sans pour autant trahir le Manden ou déchirer le voile du secret qui doit continuer de protéger le domaine du sacré. Pour résumer la fonction du Griot, Youssouf Tata Cissé dit de Wa Kamissoko que le mot Djali griot constituait à ses yeux le plus beau titre que le Manden ait donné à un groupe socio-professionnel car il signifiait «savoir discerner la vérité et savoir l'accepter quoi qu'il en coûte; savoir dire la vérité partout et à tous; amener les hommes à oeuvrer dans l'honneur et la dignité; dire les choses anciennes, autrement dit l'histoire; chanter les hauts faits des braves et des justes; dénoncer les tares des voleurs et des vauriens; amuser le public en faisant de la musique, en chantant et en dansant; célébrer les fêtes et les cérémonies».



Ces récits mythiques renseignent aussi sur l'origine des choses de façon didactique. Ces récits apportent des données précieuses sur les civilisations mandingues en même temps qu'ils révèlent les liens indiscutables entre celles-ci et les civilisations de l'Égypte ancienne. Ils ont trait aux animaux sacrés, divinités tutélaires et objets culturels et usuels comme le Wagadou «Sa ba» le grand serpent tutélaire du wagadou dispensateur de prospérité. On lui attribue l'origine de l'or du Wagadou et du Manden. En effet le propre du récit historique mandingue est qu'il fait constamment appel à la légende et même au mythe comme élément de légitimation ou d'authentification d'une situation, d'une formation ou d'explication d'un événement.

Ainsi, Soundjata Keita, fondateur de l'empire du Mali, occupe une place exceptionnelle. Naissance miraculeuse, enfance difficile, exil lointain et règne fait de grandeur et de splendeur. Dans ce récit, la légende le dispute à l'épopée et à l'histoire; Soundjata y apparaît comme étant le libérateur du Manden; l'empereur qui réalise le programme initial de son rival Souma Woro: l'abolition de l'esclavage et de la traite dans ses États; le chef politique qui rendit son pays crédible; le patriote ardent qui ouvrit le Manden au progrès; bref le héros par excellence, Simbo, dont la mémoire reste étonnamment vivace dans l'esprit des Malinkés et qui demeure pour tous la figure la plus illustre de l'histoire médiévale de l'Afrique de l'Ouest.

Mais, l'homme qui détient tant de savoir est conscient de ses limites lorsqu'il dit «ce n'est pas tous les jours que l'homme maîtrise son être intime et sa science. Quand je suis heureux et quand je sens que ceux qui écoutent mes récits sont attentifs donc intéressés, je redeviens moi-même: je remplis alors tout récipient dans lequel on me placera».<sup>6</sup>

Comme dans le cas de Chaka, l'épopée de Soundjata c'est ce qui unit l'homme au pouvoir de la magie, ce qui laisse entrevoir le visage des dieux derrière la marque des hommes. L'épopée c'est aussi celle d'un héros qui symbolise le peuple en train de naître et son destin jusqu'à la mort. La beauté de ce langage vient

---

<sup>6</sup> Youssouf Tata Cissé, *Wa Kamissoko, La Grande Geste du Mali, Des origines à la Fondation de l'Empire*, Karthala, 1988, pp. 1-36.

d'abord de cette union avec la beauté de la vie quand tout est commencement, naissance.<sup>7</sup>

La première remarque sur cette trajectoire de la tradition orale est l'importance accordée au mythe fondateur des royaumes. Soundjata, tout comme Chaka pour les zoulous, occupe une place privilégiée et n'a pas eu encore de rival dans les traditions orales mandingues. Il en est de même pour Ndiadyan Ndiaye dans la Confédération du Jolof pour les Wolofs, de Koly Tenguela du Fuuta Toro pour les Toucouleurs. Même lorsque des imitateurs ont initié des actions de grande envergure, la tradition essaye de les rattacher au père fondateur. C'est le cas de Tirimakhan, le conquérant du Kaabu, qui par son action militaire a assuré l'expansion du Mali vers l'ouest où la tradition de Soundjata est encore plus vivace pour justifier sa conquête. Tous les dirigeants du Kaabu jusqu'au dernier souverain, qui périt en 1867 dans les flammes de la bataille de Kansala, essayent de se rattacher au mythe fondateur de Soundjata pour sa bravoure inégalée.

Samba Gelaajo Jeegi le prototype du prince cedido se rattache au mythe fondateur du royaume Denyanké incarné par Koli Tenguela. Samba Gelaajo Jeegi (1725-1731) est le prototype du seigneur de la guerre dont les exploits, le goût du risque, la témérité et le courage alimentent les récits légendaires des griots du Fuuta Toro. Samba mo lamotako, le petit Samba qui ne règne pas (pour avoir usurpé le pouvoir par la force sans être intronisé) avec sa célèbre jument Umulatum et son fameux fusil, Bubu Lowake (Bubu qu'on ne charge pas) symbolise à tout égard la violence dans la vie politique du Fuuta Toro. Samba Gelaajo Jeegi est le chef cedido par excellence, celui qui avec son armée de Sebbe, pourvu d'armes à feu, est capable de livrer 45 batailles durant son règne au son des tam tam de sang (bawdi peyya yiyan) et des chants de guerre ou voix de sang (dadde yiyan).

Cette évocation poétique de la geste cedido à travers l'épopée de Samba Galaajo Jeegi est encore chantée par les Sebbe dans leurs chants de guerre Gumbala ou lenngi accompagnés de tam tams sanglants et de voix de sang. Le Gumbala, hymne à la bravoure et

---

<sup>7</sup> Thomas Mofolo, Chaka.

au courage est avant tout le chant épique de la mort dans le lequel le ceddo assume sa destinée de guerrier, sa fidélité à ses ancêtres et à l'éthique de sa caste. Ainsi ce qui frappe surtout dans le Gumbala c'est sa poésie virile faite de violence et de mort, de chevauchée fantastique et de démesure. La poésie du Gumbala est une poésie du macabre, un hymne au guerrier, au cheval, au fusil et à la lance.

Celui-là c'est l'homme qui disait  
par les prières de ma mère  
par les prières de mon père  
ne me tuez par mon Dieu d'une mort honteuse  
celle de mourir dans mon lit  
parmi les pleurs des enfants  
et les gémissements des vieillards.

De même, les lenngi, chants uniquement chantés par les femmes Sebbe à l'occasion des mariages ou des circoncisions, sont des chansons héroïques évoquant le mépris de la mort et la sauvegarde de l'honneur. C'est une grande communion pour réaffirmer l'appartenance des futurs époux à la caste des Sebbe et pour réactualiser les valeurs qu'ils doivent perpétuer. Cependant cette époque de Samba Gelaaajo Jeegi est malheureusement évoquée en dehors de son véritable contexte historique dominé par la violence née de la traite négrière et qui explique en définitive l'émergence de ce type de seigneurs de la guerre nourri à l'éthique ceddo.<sup>8</sup>

Mais cela ne veut pas dire que la tradition orale ne prend pas en compte les ruptures, les changements profonds de régime politique que ces empires ou royaumes ont connus après la disparition du Fondateur de l'empire du Mali avec Soundjata, de l'empire du Jolof avec Njandyan Ndiaye ou de l'empire Denyanke avec Koli Tenguela. Les grandes ruptures sont prises en compte idéologiquement par une tentative de création d'un nouveau mythe fondateur et cela est visible pour les événements les plus récents du XVII au XIXème siècle pour lesquels nous avons plus d'informations

---

<sup>8</sup> Boubacar Barry B., *La Sénégalie du XV au XIX siècle*, l'Harmattan, Paris, 1988, pp. 137-139.

tant dans les sources orales que dans les sources écrites européennes ou africaines. Cette rupture dans le récit historique est surtout marquée par l'islamisation et la mise en place de nouveaux régimes théocratiques fondés sur l'Islam. Ce changement de régime intervient souvent à la suite de révolutions armées et rarement de manière pacifique donnant lieu à différentes formes d'occultation ou d'interprétation du passé. On passe de la réécriture totale de ce passé à l'oubli ou le silence et on attendance à gommer l'histoire du régime antérieur pour créer un nouveau mythe fondateur.

Il est symptomatique que le Mansa Kankou Moussa qui est tant vanté par les sources écrites comme le souverain du Mali le plus prestigieux est vu par les traditions orales comme la source de la ruine, du gaspillage du trésor du Mandé. En effet, le roi pèlerin qui fit baisser le cours de l'or du monde médiéval en gaspillant à la Mecque le trésor de Soundjata avait pour objectif d'expier une faute inexpiable dans la version de Wà Kamissoko dédiée à Soundjata la gloire du Mali, le libérateur.<sup>9</sup> Sur ce plan la tradition est en porte à faux avec l'hagiographie des historiens du nationalisme africain qui ont glorifié ce pèlerinage fastueux.

Mais, la rupture la plus évidente avec les changements de régime est illustrée par la mise en place de théocraties musulmanes au Fuuta Djallon et au Fuuta Toro. Au Fuuta Djallon il s'agit d'une guerre de conquête de musulmans qui ont arraché le pouvoir aux vieilles aristocraties Djallonkés. Ainsi le début de l'ère musulmane en 1725, constitue le point de départ d'une nouvelle histoire qui tend à gommer le passé sinon à le décrire pour justifier le succès de la révolution musulmane. Les Tarikhs écrits par l'élite musulmane ont remplacé la tradition orale pour fixer l'histoire et justifier le nouvel ordre musulman.

Cela est plus évident au Fuuta Toro où le nouveau régime musulman a réalisé une sorte de compromis avec certains piliers du régime Denyanke qui avait déjà marqué profondément les structures économiques, politiques et sociales du Fuuta Toro. Certains dignitaires ont conservé des prérogatives dans nombre de provinces tout en acceptant le nouveau régime musulman au niveau

<sup>9</sup> Youssouf Tata Cissé, *Wà Kamissoko, Soundjata, La Gloire du Mali, La Grande Geste du Mali*, Tome 2, Karthala, 1991, p. 5.

central. Le régime Denyanke avait tant marqué l'histoire du Fuuta Toro que le nouveau régime musulman n'a pas pu effacer ce passé glorieux incarné par un Koli Tenguela ou Samba Gelaajo Jeegi.

Ainsi, les deux traditions, l'une cecdo, exprimant le courage, le caractère guerrier des héros du régime Denyanke comme Samba Gelaajo Jeegi et l'autre musulmane, relatant l'ascétisme, la piété des leaders religieux comme Suleyman Bâle, Abdel Kader ou El Hadj Umar Tall, continuent à cohabiter. Cette superposition de ces deux traditions est évidente et est encore vivace dans la mémoire collective, même si le regard porté sur ces deux traditions reflète la position sociale de chaque individu au Fuuta Toro. On a, à titre d'exemple, deux versions de Samba Gelaajo Jeegi présentées sous forme de thèses à l'Université de Dakar par Abel Sy et Amadu Ly. En dehors des variantes sur les versions diverses qu'on retrouve encore au Fuuta Toro, on s'aperçoit que la perception de la geste de Samba Gelaajo Jeegi est différente de l'un à l'autre. J'ai eu le privilège de participer aux deux jury de thèse. Il est évident qu'Abel Sy, par ses origines Sebbe, avait un regard plus interne, plus sympathique sur cette geste qu'il avait intériorisée. Mieux, il était venu à la soutenance avec sa sœur et ensemble ils avaient chanté avec un charme inégalé la geste de Samba Gelaajo Jeegi dans la pure tradition du terroir. Par contre Amadou Ly, appartenant à la classe Torodo qui a évincé les Denyanke, le regard était plus froid, plus critique et il tendait, involontairement, à justifier la révolution musulmane.<sup>10</sup>

Mais, cela n'enlève rien au fait que cette tradition de Samba Gelaajo Jeegi est toujours vivace au Fuuta malgré le succès de la révolution musulmane. Cela est si vrai que le célèbre chanteur futanké Baaba Maal chante aussi bien les prouesses de Samba Gelaajo Jeegi, le cecdo que les louanges de Thierno Saïdou Nur Tall, le descendant d'El Hadj Umar. La symbiose des mémoires collectives révèle une acceptation tacite du passé par les Fuutanké alors qu'ailleurs on assiste à un silence sur les événements antérieurs à la révolution musulmane comme au Fuuta Djallon.

---

<sup>10</sup> Abel A. Sy, "La Geste Tiedo", Thèse de 3<sup>o</sup> cycle, Faculté des Lettres, Dakar, 1979-1980, 676 pages.

Dans tous les cas les traditions musulmanes ont tendance à occulter le passé païen et à rattacher les leaders musulmans fondateurs de théocraties musulmanes au XVII-XVIII et XIXème siècle à des ancêtres musulmans proches des compagnons du Prophète. Ce télescopage chronologique est fréquent lorsque la tradition ne tente pas d'en faire des musulmans, ces pères fondateurs d'empires comme Soundjata ou Ndjandyan Ndiaye à un moment où l'Islam ne constituait guère le fondement du pouvoir en place. Mais le phénomène le plus important, sans aucun doute, est la fixation de ces traditions orales en fait le passage de l'oralité à l'écriture.

#### LA FIXATION DES TRADITIONS ORALES

Le passage de l'oralité à l'écriture s'est fait très tôt, du moins l'écriture de l'histoire en arabe ou en pular, en wolof ou en manding par les lettrés musulmans. Les plus anciens sont sans aucun doute le *Tarikh Es Soudan* et le *Tarikh El Fettach* écrits pour l'essentiel au XVIIème siècle et qui relatent la fin de l'Empire Songhaï mais aussi les événements antérieurs relatifs aux anciens empires du Ghana et du Mali. La tradition des *tarikh* est née et elle va se développer dans les théocraties musulmanes du Fuuta Toro, du Bundu et du Fuuta Djallon pour donner aux lettrés musulmans la possibilité de consigner par écrit soit en arabe, soit en pular en utilisant les caractères arabes, les principaux événements dont ils ont été témoins. Ce sont donc des témoignages directs tout autant que l'interprétation des faits historiques c'est à dire une certaine forme d'écrire l'histoire.

Ces *tarikhs*, transmis soigneusement de génération en génération, sont multipliés et diffusés et ils sont aussi complétés par l'addition des événements plus récents. Les théocraties musulmanes donnent ainsi naissance à une nouvelle race de lettrés qui ne sont pas forcément des griots qui jusque là avaient le monopole de la conservation de la tradition orale en fait de dire l'histoire.

Mais, les griots continuent néanmoins à jouer leur rôle traditionnel et leur conversion à l'islam les amènent progressivement à consigner eux aussi leur savoir historique sous forme de notes

ou de tarikhs qu'ils transmettent de génération en génération à leurs fils. Cependant ces notes constituent souvent des aides mémoires gardés jalousement pour leur permettre d'exercer leur talent, celui de dire oralement l'histoire et de jouer leur rôle de gens de la parole dans une société de l'oralité.

En effet, malgré l'islamisation, seule une minorité lit l'arabe et c'est pourquoi, très tôt, certains lettrés ont entrepris d'écrire en langue africaine en utilisant les caractères arabes. Le manifeste de Thierno Samba Mombeya, dans son ouvrage le *Filon du Bonheur Eternel* en langue pular pour louer le Prophète, avait pour objectif de faciliter l'accès à la connaissance des préceptes de l'islam par la majorité silencieuse. Ce fut le début d'une véritable révolution culturelle qui a donné naissance à une littérature écrite profane de tous les genres. Le passage de l'oralité à l'écrit était franchi et les deux formes d'expression vont cohabiter en se complétant. Malgré les progrès réalisés dans la diffusion des textes écrits, la tradition orale reste prépondérante dans la majeure partie des sociétés sénégalaises qui sont restées réfractaires à l'islamisation jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle avec le mouvement de Cheikh Umar Tall.

En fait, la conquête coloniale à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle constitue une rupture majeure dans cette forme d'expression historique véhiculée par les traditions orales et les tarikhs qui sera mis en parenthèse par l'école coloniale et la négation de l'historicité des sociétés africaines. Une société à deux vitesses va opérer une ligne de partage entre une élite traditionnelle jalouse de son savoir antique et une élite coloniale obligée d'apprendre à l'école l'histoire des vainqueurs pour mieux mépriser son propre passé.

Cette volonté d'exclusion de l'histoire de la majorité de la population marginalisée par l'école coloniale constitue l'un des fondements idéologiques du système de domination. Mais on ne peut guère exclure un peuple de l'histoire ni l'empêcher de vivre son histoire et par conséquent de se la raconter à soi-même pour l'avoir vécue dans sa chair.

Dès le départ, Faïdherbe, l'artisan de la conquête de la colonie du Sénégal, s'est intéressé pour les besoins de la cause aux traditions orales et à la culture des sociétés sénégalaises. C'est le début, comme le dit Mamadou Diouf, de l'Africanisme,

la métamorphose par l'écriture et l'influence islamique parent ainsi circonscrire un mémorable et une historiographie spécifiques à la société coloniale en construction sollicitant le passé européen et le passé sénégalien. La création de l'école des otages en 1857, pour gagner «les fils de chefs» à l'œuvre française, va permettre à Yoro Diaw de publier cette fois en français les premiers récits de tradition orale en wolof dans le journal le *Moniteur du Sénégal*.<sup>11</sup> On assiste alors à la prolifération de textes d'origine africaine par les anciennes élites tout comme par les nouvelles élites formées à l'école coloniale. Gaden, Delafosse et Gilbert Vieillard jouent un rôle fondamental dans le recueil, la publication de texte oraux ou écrits en langue africaine ou en arabe.

En 1913, Delafosse publie *Chroniques du Fouta Sénégalais* traduites de deux manuscrits arabes inédits de Siré Abbas-Soh qui reprenait les souvenirs qu'il avait gardés de la lecture d'un ouvrage écrit il y a un siècle par un certain Tafsirou Bogguel Ahmadou Samba. Siré Abbas Soh, célèbre pour sa connaissance des traditions locales, avait complété ce livre qu'il avait mémorisé en y ajoutant les événements ultérieurs survenus au Fuuta jusqu'à la conquête coloniale. Il est évident que Delafosse a édité en un seul texte les deux versions à peu près identiques des deux manuscrits qui ont été ainsi traduits par ses soins sans les originaux.<sup>12</sup>

En 1935, Henri Gaden publie aussi la vie d'El Hadj Omar, Qacida en Poular de Mohammadou Aliou Tyam. C'était un compagnon de la première heure de Cheikh Umar qu'il avait accompagné dans toutes ses campagnes. Pour Gaden, ce témoin privilégié, qui a tenté objectivement d'écrire la biographie du Saint Homme, a fait oeuvre d'historien. Il a écrit sa Qacida en Poular pour atteindre la plus grande nombre des illettrés en langue arabe. La Qacida est un long poème de 1185 vers destiné à être appris par coeur et chanté ou modulé. Des pauvres, des aveugles en chantent des passages en mendiant de porte en porte. Des étudiants, des marabouts en voyage les récitent dans les mosquées

<sup>11</sup> Diouf M., "Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal, 1960-1987", *Revue de la Bibliothèque Nationale*, V. 34, Paris 1989, p. 14.

<sup>12</sup> Delafosse Maurice, *Chronique du Fouta Sénégalais traduites de deux manuscrits arabes inédits de Siré Abbas Soh*, Paris E. Leroux, 1913, p. 328.



et beaucoup vont les écouter. Ces oeuvres sont à la portée de tous, tandis que les *tarikhs* et les *Qacidas* en arabe sont accessibles qu'à une petite élite. Par rapport au texte des *Chroniques du Futa sénégalais* publié par Delafosse, Gaden a pris soin de donner la version en pular qui a servi de base à la traduction en Français.<sup>13</sup>

En dépit de cet effort louable de recueil des traditions écrites ou orales du passé Sénégalien, on est néanmoins frappé par le regard sceptique porté par un Delafosse sur leur contenu ou sur leur caractère scientifique. Pour Delafosse, du point de vue historique, «les chroniques ne peuvent prétendre à donner la vérité scientifique que recherche l'esprit des Occidentaux, le merveilleux tient, à notre gré, une place un peu trop considérable en ces récits, mais la même circonstance se retrouve dans l'histoire de tous les peuples, au début de ce que nous appelons précisément la période historique qui ne commence au Fuuta qu'avec l'occupation du pays par les Européens».<sup>14</sup> En fait, jusqu'à une date récente, l'étude des sociétés africaines comme Sénégalien sera dominée par l'Ethnologie coloniale centrée sur une vision statique de l'Histoire. Les historiens de métier ne feront leur apparition que tardivement avec le mouvement nationaliste. Mais, tout au long de la période coloniale, l'histoire va servir de recours aux élites tant traditionnelles que coloniales pour revendiquer ou négocier des privilèges par rapport au pouvoir colonial qui impose sa nouvelle légitimité dans la gestion des hommes et des ressources du pays.

Yoro Diaw est sans aucun doute le premier à tenter de recueillir les traditions orales des royaumes wolofs en utilisant un cadre chronologique avec des dates précises du fait de sa formation à l'école des otages. Mais ces cahiers perdus à jamais ont été publiés par Rousseau en 1929 et 1933, créant ainsi une chaîne de transmission par écrit des traditions orales wolof qui remonterait de la publication dans le *Moniteur du Sénégal* en 1863 jusqu'aux *Esquisses Sénégalaises* en 1966 successivement par Azan, Gaden, Rousseau et Monteil. Ces auteurs ont utilisé les cahiers de Yoro

<sup>13</sup> Mohammadou Aliou Tyam, *La vie de El Hadj Omar, Qacida en Poular*, Transcription, Traduction, Notes et Glossaires par Henri Gaden, Paris Institut d'Ethnologie, 1935, p. 289.

<sup>14</sup> Delafosse, M., 1913, p. 6.

Diaw qui tient ses informations de son père le Brak Fara Penda interrogé par Azan en 1863 et il a transmis ses connaissances à Amadou Wade qui a lui-même dicté sa chronique à Bassirou Cissé, bibliothécaire à l'IFAN en 1941 avant d'être publiée en 1966 par Vincent Monteil.

Ce qui est évident dans ce cas, c'est l'existence d'une chaîne de transmission et le souci de fixer par écrit cette tradition dominée par le récit des faits marquants pour chaque règne et un souci inhabituel de donner un cadre chronologique aux événements. Du point de vue méthodologique, nous avons déjà attiré l'attention sur tous les problèmes posés par les limites de cette chronologie à partir de la durée des règnes et des listes dynastiques en même temps que les risques d'appauvrissement de cette tradition réécrite par d'autres à partir des notes des véritables auteurs.

Cependant, ce qui est important à signaler c'est la tendance louable à la fixation de cette tradition orale avec des risques de déformation. En effet, les auteurs empruntent souvent aux sources écrites à leur portée tandis que les éditeurs comme Rousseau introduisent d'autres informations pour compléter ou clarifier les cahiers de Yoro Diaw pour le lecteur occidental.

Mais, il reste que Yoro Diaw constitue aujourd'hui la principale source de l'histoire des royaumes wolof même si ses textes n'ont pas l'allure et la forme des grandes épopées qui caractérisent en général les traditions orales.<sup>15</sup>

Mieux, l'histoire sert de plus en plus à légitimer des privilèges pour mieux négocier avec le pouvoir colonial. Ainsi, Rawane Boye descendant des Mantel du Toubé, province située à proximité de Saint-Louis, à l'embouchure du Fleuve, revendique ses droits en s'appuyant sur la tradition orale et sur le fait que les gens du Toubé sont Français avant tous les autres indigènes, ses ancêtres ayant cédé l'île aux Français. Il écarte de ce fait les prétentions du Brak du Waalo qui aurait cédé l'île aux Français en 1659, d'après toutes les sources.<sup>16</sup>

<sup>15</sup> Boubacar Barry, "La Chronologie dans la tradition orale du Waalo, Essai d'interprétation", Comité International des Sciences Historiques, Tome I. Editura Academia Romania, 1980, pp. 516-535.

<sup>16</sup> Rousseau R., *Le Sénégal d'autrefois*, Papiers sur le Toubé de Rawane Boye, *Bull. Com. Et. Hist. et Scient.*, AOF, TXIV, p. 23.

De même, Amadou Duguay Clédor écrit en 1912 la Bataille de Guilé qui a opposé en 1886 Albouri Ndiaye du Jolof au Damel Samba Laobé Fall du Kajoor, suivi d'un essai de Faidherbe à Coppolani ou les Gandiols au service de la France. Amadou Duguay Clédor est intéressant car même s'il n'a pas accès aux archives de l'époque, il tente de faire oeuvre d'historien en recueillant, recoupant les diverses traditions orales pour donner un texte cohérent. C'est le cas de la bataille de Guilé mais aussi de sa tentative de corriger les erreurs glissées dans les publications du *Moniteur du Sénégal* et dépendances de l'année 1864 sur l'Histoire des Damels du Cayor.

Clédor revendique à notre avis pour la première fois le droit d'écrire l'histoire à cause de sa connaissance intime du pays et de son accès à l'information sans la médiation d'un interprète. Mais, le plus important est sans aucun doute que sa tentative d'écrire l'histoire rentre dans le cadre du nationalisme sénégalais naissant et reflète avant tout son ambiguïté. Clédor revendique son appartenance au Sénégal, entendons la Colonie, et à la France, la Grande mère Patrie. Il est le fruit de la contradiction majeure du projet colonial qui doit compter avec les indigènes pour créer la Grande France.

Dès 1912, cet instituteur fils de Spahi, ce corps d'escadron créé en 1843, qui a joué un rôle primordial dans la conquête française, est sensible à la discrimination raciale et de ce fait revendique l'égalité. Il est hostile à la création de la catégorie des instituteurs du cadre indigène qui les excluait, depuis 1904, du cadre métropolitain avec tous ses avantages. Mieux, il revendique la reconnaissance de la France pour les multiples sacrifices sanglants consentis par ses pairs des jours orageux de la Révolution française du Consulat et de l'Empire et par leurs descendants de l'épopée sénégalaise sous Faidherbe, Pinet-Laprade, Brière de l'Isle et Canard.

Devenu par la suite maire de Saint-Louis et Président du Conseil Colonial, Amadou Duguay Clédor prononce un discours le 26 décembre 1927 à l'occasion des fêtes en l'honneur de l'Escadron de Spahis Sénégalais dissous pour compter du 1er Janvier 1928. Dans un vibrant discours il exalte l'ardeur au combat et les sacrifices consentis par les spahis Sénégalais qui ont fait la conquête de l'Empire pour la France. Il dit à cette occasion «Je suis le fils d'un Spahi de l'Escadron, de cet Escadron qui restera pour nous,

Sénégalais, l'école du sacrifice et du dévouement à la Mère Patrie» – contre ce qu'il appelle les guerriers fanatiques d'El Hadj Umar – les bandes de Lat Joor, le fameux prophète Amadou Cheikhou. Il rend hommage sans distinction aux Spahis d'origine sénégalaise comme son père et à ceux d'origine française comme Villiers et mieux il s'identifie sans complexe à l'œuvre de la France. Passant en revue toutes les victoires contre les ennemis de la France au Sénégal, au Dahomey, en Mauritanie et au Maroc, il rend un hommage vibrant à cet Escadron qui représente pour les Sénégalais la tradition dans un loyalisme français plusieurs fois séculaire.

La brièveté et le ton détaché de la réponse du Lieutenant Hullo, Commandant l'Escadron Spahi Sénégalais, contraste avec l'émotion du discours de Clédor. Aucun nom Sénégalais n'est cité dans ce discours à côté de Chevigné, Latour, Potin dont l'héroïsme est pris comme exemple des faits d'armes de l'Escadron en 84 ans d'existence. La seule allusion aux Saint-Louisiens est leur attachement à leur glorieux Escadron dont la salle d'Honneur et les deux fanions seront confiés en garde à la ville de Saint-Louis. Ce silence et cet oubli s'expliquent par le fait que «la pacification de nos possessions d'Afrique occidentale et équatoriale est, en somme, un fait accompli» selon les termes du Lieutenant Hullo. Le système colonial est à son apogée et peut désormais agir à sa guise et limiter les droits des Sénégalais, et en particulier les originaires des communes de Saint-Louis, Rufisque, Dakar et Gorée, considérés comme des citoyens français, et imposer les règles d'exception aux autres, c'est-à-dire à la grande majorité des indigènes à l'intérieur du pays.<sup>17</sup>

Mais, les frustrations aussi bien des citoyens français des quatre communes que celles des indigènes de l'intérieur ne tardent pas à se cristalliser et à donner naissance, par leur jonction, au nationalisme sénégalais.

#### DISCOURS HISTORIQUE ET NATIONALISME

Ce nationalisme est fondé sur une ambiguïté majeure car la recherche de l'égalité des droits avec les Français est en contradiction avec

<sup>17</sup> Amadou Duguay Clédor, *La Bataille de Guilé*, NEA, Dakar, 1985, pp. 176-185.

le fait colonial qui nie a priori l'identité des indigènes. Les nationalistes vont faire appel successivement à la mémoire coloniale tout comme au registre des traditions historiques orales pour revendiquer leur place au soleil. Plusieurs discours historiques vont être développés en fonction des besoins de la cause pour baliser les luttes incertaines de ce nationalisme naissant et ambigu.<sup>18</sup>

Comme le dit Diouf, la construction d'une mémoire mixte celle des quatre communes et de l'assimilation pouvant revendiquer un double héritage européen et africain fait place, du fait de l'exclusion coloniale, aux traditions dynastiques pour fonder les prétentions politiques et foncières des familles royales. Cette tradition dynastique, essentiellement wolof, marginalise les traditions familiales ou villageoises marquant ainsi toute l'opposition entre une éthique aristocratique et une éthique du quotidien.

La première rupture sera surtout le fait de l'opposition de la nouvelle élite indigène qui vient d'accéder à la citoyenneté en 1946 représentée par Senghor par rapport aux originaires des quatre communes représentés par Lamine Guèye, partisan de l'assimilation. On assiste ainsi à l'émergence de deux types de mémoire, celle des griots qui se met au service de la chefferie traditionnelle courroie de transmission de l'administration coloniale et celle confrérique des communautés musulmanes qui se structurent et s'articulent à la logique économique coloniale de l'arachide. Les confréries religieuses encadrent le monde paysan et essaient de sauvegarder leur autonomie religieuse aussi bien vis-à-vis de l'administration coloniale que de la chefferie héritière d'une aristocratie qui a été défaite par la France à la fin du XIXe siècle.<sup>19</sup>

En 1948, la rupture entre Lamine Guèye et Léopold Sedar Senghor donne naissance au BDS, le Bloc des Masses Sénégalaises, qui va s'appuyer sur les réseaux maraboutiques du monde rural.

<sup>18</sup> Mamadou Diouf dans son article novateur «Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal, 1960-1987», a ouvert une voie lumineuse d'une réflexion sur les discours historiques. Je me contente ici de préciser la place des traditions orales dans ce discours nationaliste qui va approximativement de l'accession à la citoyenneté en 1946 à l'avènement du multipartisme en 1974 car en réalité c'est la même classe politique qui domine pendant cette période avant et après l'indépendance des années 1960.

<sup>19</sup> Diouf, Mamadou, 1989, pp. 14-15.

Senghor invente la Négritude pour restaurer les valeurs du monde noir et de les rénover en les associant aux valeurs françaises. Ainsi, le triangle idéologique Senghorien-Négritude, Francophonie, et Socialisme africain s'édifie avec une double mémoire, celle de Faïdherbe comme créateur de ce Sénégal moderne, avec à ses côtés, son pôle traditionnel, Lat-Joor. Mais la négritude privilégie l'ethnologie contre l'histoire dans le but de créer une identité africaine voire sénégalaise différente de celle de l'occident. Cela n'empêche pas Senghor d'être un partisan du métissage qui est pour lui le meilleur moyen de parvenir à la civilisation de l'universel.

La parole du griot ou le récit des traditions orales sont vus sous l'angle de leurs rythmes poétiques d'où l'importance accordée par Senghor à la poésie, la littérature, le théâtre et l'art. Lorsqu'on fait appel à l'histoire, c'est pour choisir Lat-Joor comme le héros national qui incarne les traditions et valeurs aristocratiques de dignité et de sacrifice comme fondement de l'idéologie nationale du Sénégal indépendant et du parti unique. Pour la Négritude, les traditions orales sont des épisodes qui doivent servir à renforcer le sentiment de l'unité nationale. Considérées avant tout comme des chroniques et des légendes, leur écriture et leur valeur littéraire priment sur leur contenu, en fait sur l'histoire de l'Afrique qui est mise entre parenthèses par Senghor durant tout son régime.

En dehors de la préhistoire, qui est privilégiée, ce sont les Mathématiques et la Philosophie avec l'enseignement du latin qui constituent pour Senghor les disciplines par excellence. Il s'attache néanmoins à sauvegarder les archives coloniales du Sénégal et de l'AOF qui sont les seules à avoir été maintenues sur place dans tout l'Empire colonial Français. L'exposition des archives, 300 ans d'Histoire écrite du Sénégal, à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance, indique la préférence du Nouvel Etat pour le document écrit comme source principale de l'histoire de la nation en gestation.<sup>20</sup>

Senghor va créer le centre d'Etudes des Civilisations de Dakar, doté d'une revue *Dembe Ak Tey*, cahier du mythe dont le but est de recueillir, de transcrire et de sauver les traditions orales tout en

---

<sup>20</sup> Diouf, Mamadou, 1989, pp. 16-17.

imposant l'écriture sur l'oralité. A l'époque, il est symptomatique de constater que la plupart des opposants politiques de Senghor et de l'idéologie de la Négritude sont des Historiens de métier en dehors de Majmout Diop qui a d'ailleurs écrit un essai sur l'Histoire des classes sociales au Sénégal et au Mali. C'est le cas de Cheikh Anta Diop, d'Abdoulaye Ly, de Moctar Mbow, et de Assane Seck, dans les premières années de l'indépendance.

Cheikh Anta Diop est le premier dans son ouvrage, *Nations Nègres et Cultures*, publié en 1955, à fonder son action politique sur la reconnaissance de l'historicité de l'Afrique qui remonte à l'origine des civilisations – car l'Egypte est Nègre. Cheikh Anta veut redonner confiance aux Africains en eux-mêmes. La reconstruction de l'histoire africaine ouvre l'Afrique à l'universel par l'Egypte pharaonique et l'affirmation de l'unité culturelle africaine légitime son Panafricanisme et son fédéralisme. Il s'oppose par sa préférence pour l'Afrique précoloniale par rapport à celle de Senghor pour la période coloniale. Mais, comme Senghor, Cheikh Anta Diop a négligé les traditions orales et les études monographiques qui ne s'inscrivent pas dans le dessin égypto-pharaonique, par conséquent de l'unité culturelle du Continent. Du coup, l'Afrique prend pied dans l'Histoire par la grande porte et Cheikh Anta Diop privilégie la continuité de cette histoire et c'est pourquoi il met en évidence les ressemblances entre les institutions de l'Afrique précoloniale avec celles de l'Egypte ancienne.

Contrairement à la Négritude et à la Francophonie, il accorde aux langues africaines un rôle primordial comme moyen d'accès à la modernité. On comprend dès lors l'opposition politique irréconciliable entre les deux hommes et l'excommunication de fait de Cheikh Anta Diop par l'Université Française et sa marginalisation à l'Université de Dakar durant toute sa vie. Mais, Senghor évitera jusqu'au bout l'affrontement avec Cheikh Anta Diop qui a été consacré par le Festival des Arts Nègres, organisé par lui, pour célébrer la Négritude, comme l'intellectuel Africain qui aura le plus marqué sa génération. En fait, le paradoxe de Cheikh Anta Diop c'est qu'il a privilégié le débat intellectuel pour l'unité, la libération totale du Continent et la réhabilitation de la dignité africaine et s'est enfermé dans une opposition politique dans les

limites étroites de l'Etat-Nation du Sénégal en contradiction avec son projet fédéral. De sorte que malgré son action décisive dans l'élaboration d'une histoire africaine par les Africains, son influence directe sur le développement des études sur le terrain a été limitée.<sup>21</sup>

Il en est de même pour le second grand historien Abdoulaye Ly qui a écrit la première thèse sur l'Histoire du Sénégal publiée en 1958. Il étudie la connexion capitaliste des continents par l'Atlantique dans les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il s'intéresse en particulier au rôle joué par la Sénégalie dans cette connexion. L'historien de métier, en raison de son engagement direct dans la politique, n'a pas eu le temps d'approfondir l'étude interne des sociétés sénégalaises en dehors de ses écrits politiques comme l'Etat et la Condition Paysanne pour justifier la rupture avec l'économie coloniale. Comme Cheikh Anta Diop, il est partisan de l'indépendance immédiate et de la rupture avec le système colonial. C'est ce qui explique la rupture avec Senghor après le vote pour le oui, même s'il a rejoint le Gouvernement pour quelques années entre 1965 et 1970. Comme Cheikh Anta Diop, du fait de la politique, Abdoulaye Ly n'a pas enseigné l'histoire à la jeune génération des historiens des indépendances qui ont retrouvé les pères fondateurs de l'école de Dakar en dehors du campus par le biais de la lutte politique.<sup>22</sup>

En fait, la redécouverte des traditions orales viendra principalement de la deuxième génération d'historiens de métier qui vont s'intéresser à l'histoire précoloniale de l'Afrique de l'Ouest

<sup>21</sup> A l'époque, Cheikh Anta Diop est surtout célèbre pour avoir publié successivement:

– *Nations Nègres et Cultures*, Présence Africaine, Paris, 1954;  
 – *L'Unité Culturelle de l'Afrique Noire*, Présence Africaine, Paris 1959;  
 – *L'Afrique Noire Précoloniale*, Paris, Présence Africaine, 1960.

<sup>22</sup> Son ouvrage le plus célèbre à l'époque, est *La Compagnie du Sénégal*, Présence Africaine, 1958. 30 ans après, dans la réédition de cet ouvrage de base, Abdoulaye Ly dans une longue post-face fait le pont entre ses hypothèses de travail sur l'histoire et les résultats des recherches de l'Ecole de Dakar. Ses écrits sur l'histoire contemporaine après son retrait de la politique et de l'IFAN est la preuve de la vision historique du Sénégal de ce Grand Historien à cheval entre le mouvement nationaliste et la lutte patriotique contre le néocolonialisme.



dont l'étude de l'évolution des sociétés dans tous les domaines a suscité beaucoup d'intérêts dans les années 1960. Il fallait, dans la lignée de Cheikh Anta, donner les preuves que l'Afrique avait une histoire digne d'intérêt avec les Grands Empires du Moyen-Age et qu'elle avait subi des agressions aux conséquences désastreuses avec la traite négrière et la colonisation.

Cette histoire, glorification de soi-même et culpabilisation de l'Occident, a donné naissance à de multiples travaux d'historiens de métier qui ont utilisé amplement les traditions orales à côté des sources écrites africaines ou européennes. La première oeuvre qui utilise exclusivement les traditions orales est sans aucun doute la publication de Soundjata ou l'épopée Mandingue par Djibril Tamsir Niane en 1960. Niane est certainement le premier historien de métier à réhabiliter avec éclat le Griot comme dépositaire traditionnel du passé. Pour lui le Griot détient la Chaire d'Histoire même s'il est tenu par le secret qui explique sa maîtrise dans l'art de la périphrase. Le succès de Soundjata reste inégalé à ce jour même si Niane n'a pas donné la version Mandingue de son texte publié en Français. Par ce texte dont l'équivalent est sans aucun doute l'épopée de Chaka publiée par Thomas Mofolo, les traditions orales ont désormais droit de cité au même titre que les documents écrits.<sup>23</sup>

Cette mutation des esprits transforme progressivement la méthode d'approche des historiens africains qui s'intéressent à l'histoire africaine. Partout en Sénégalie, comme ailleurs en Afrique, la méthodologie de recueil, de transcription et d'interprétation des traditions orales est née. La publication par Vansina de son ouvrage méthodologique sur les traditions orales donne un coup de fouet à l'usage de cette source pour reconstituer des pans entiers de l'histoire du Continent.

En Sénégalie, l'Ecole de Dakar avec Sekéné Mody Cissoko, Thierno Diallo, Oumar Kane, Mbaye Guèye, Boubacar Barry, Abdoulaye Bathily, va jouer un rôle primordial dans cet effort de reconstitution du passé. Ils ont l'avantage en outre de connaître les langues africaines qui constituent la clé principale d'accès à l'information auprès des dépositaires de la tradition orale. A cet

---

<sup>23</sup> Niane Djibril Tamsir, *Soundjata, L'épopée Mandingue*, Présence Africaine, 1960.

effort il faut signaler la volonté manifeste des historiens de l'école américaine avec Philip Curtin, Martin Klein, David Robinson, Lucie Colvin etc... d'utiliser les traditions orales au même titre que les documents écrits. Ils vont publier des oeuvres majeures sur l'histoire des royaumes précoloniaux de la Sénégalie en privilégiant l'histoire interne tant économique, politique que sociale.

Mais, le monument reste encore l'étude de Samori par Yves Person qui a reconstitué avec minutie la grande aventure de cette résistance opiniâtre à la conquête coloniale et aussi de cette oeuvre de construction d'un Empire sur les cendres du Mali. Yves Person montre la voie à cette combinaison judicieuse entre documents écrits et traditions orales par le recueil systématique des vieilles traditions orales autant que les témoignages des survivants de la grande aventure de Samori. Pendant une vingtaine d'années, il a suivi au pas l'itinéraire de Samori à travers toute l'Afrique de l'Ouest du Fleuve Niger aux confins de la Forêt au Sud. Ce nationaliste Breton était un défenseur passionné des cultures et des langues africaines et il a sans aucun doute redonné confiance à notre génération qui a eu le privilège d'explorer pour la première fois l'histoire interne des sociétés Sénégalaises. Les travaux de l'Ecole de Dakar doivent beaucoup à son enseignement à Dakar et à Paris et surtout à son engagement pour l'exploitation des traditions orales.<sup>24</sup>

Tous les travaux de l'Ecole de Dakar sur le Royaume du Waalo de Boubacar Barry, le Fuuta Djallon de Thierno Diallo, le Gajaaga d'Abdoulaye Bathily, le Kayoor de Mamadou Diouf le Fuuta Toro d'Oumar Kane, le Xaaso de Sekéné Mody Cissoko reposent sur l'usage conjugué des documents écrits et des traditions orales et portent essentiellement sur la période précoloniale entre le XVe et le XIXe siècle. C'est une histoire écrite par des fils du terroir qui ont étudié de préférence le royaume de leur appartenance

---

<sup>24</sup> Je me souviens encore de son insistance pour que je fasse une étude de la chronologie des différents règnes des Brak à partir des multiples listes dynastiques publiées par les traditions du Waalo. Cet exercice m'a révélé toute l'importance de la chronologie dans la tradition orale malgré les aléas qui ont servi de prétexte à certains historiens pour nier toute valeur historique aux traditions orales.

ethnique. Elle entre dans le cadre de la décolonisation de l'histoire africaine et c'est surtout une histoire politique qui a privilégié les traditions dynastiques même si, sur certains aspects, on s'intéresse aux transformations économiques et sociales- du fait de la traite négrière et de la colonisation.

Du point de vue méthodologique, les traditions orales sont considérées avant tout comme des documents d'une autre nature qui sont recueillis pour compléter les documents écrits d'origine européenne principalement. Les Historiens utilisent, à cet effet, les archives qui ont fait l'objet d'une recherche systématique dans les différents dépôts en Afrique et en Europe et qui ont révélé l'existence d'une importante documentation. Après l'histoire du nationalisme nous entrons avec cette génération dans l'histoire de la décolonisation qui privilégie l'histoire des sociétés africaines comme moteur de leur propre histoire.

En effet, cette deuxième génération de l'Ecole de Dakar va créer avec les autres historiens d'Abidjan et du Cameroun, du Zaïre principalement la première Association Panafricaine des Historiens en 1972 dans le but de décoloniser notre histoire selon la formule de l'historien Algérien Mohamed C. Sahli. L'histoire constitue ainsi selon Ki-Zerbo, le levier fondamental de notre prise de conscience nationale pour la réalisation de l'Unité Africaine, et à la prise en charge de notre destin. Mais, il fallait non seulement entrer dans l'histoire par la grande porte mais aussi la prendre en charge pour éclairer l'action des nouvelles générations qui ont une mission presque prophétique de régénérer l'Afrique. Les deux citations, en première page de la Revue Afrika Zamani publiée par l'Association étendue aux historiens africains des pays anglophones à Yaoundé en 1975, ont constitué pour certains africanistes d'Europe et d'Amérique comme une volonté d'exclusion. En fait, il s'agissait pour notre génération de s'approprier sa propre histoire et de créer sur place en Afrique une plus grande capacité de recherche et d'enseignement de l'histoire africaine pour servir de base à la consolidation des Etats-Nations en formation sans perdre de vue l'unité du Continent défendue par Cheikh Anta Diop. Ce dernier a été en fait la vedette du Congrès de Yaoundé où il s'est adressé pour la première fois pendant sept heures d'horloge à notre génération

qui ne l'avait connu que par ses écrits. L'histoire de la décolonisation tout comme l'histoire nationaliste dont elle est le prolongement a des limites et renferme des contradictions qui reflètent, avant tout, les difficultés de la construction de l'Etat-Nation sur la base des frontières héritées de la colonisation. Dans l'euphorie de la souveraineté nationale reconquise, l'histoire est à l'ordre du jour et a désormais droit de cité. Mais, elle est de plus en plus sollicitée par des besoins contradictoires d'une société en pleine mutation dans le cadre de l'Etat-Nation en construction.

#### DISCOURS HISTORIQUE ET IDÉOLOGIE NATIONALE

A l'idéologie nationaliste qui a fait appel au passé glorieux de l'Afrique se substitue progressivement l'idéologie nationale de l'unanimité du parti unique voire du parti-Etat. Cette expression unanime de l'histoire, dans le cadre étroit des frontières héritées de la colonisation, est en contradiction avec la réalité historique des populations à cheval sur plusieurs frontières des nouveaux Etats indépendants. L'Etat-Nation enferme l'histoire dans une double camisole de force de l'unanimité et du silence qui tendent à gommer les différences et les contradictions dans la compétition à l'accès au pouvoir et aux richesses de l'Etat-Nation.

Selon les pays, l'idéologie nationale donne lieu à un discours historique spécifique qui puise sa source aux différentes traditions orales autant qu'à une histoire diffusée par les travaux de nouveaux historiens de métier formés à l'Université. Tout en proclamant l'unanimité nationale, on exalte avec plus ou moins de vigueur la résistance du héros national choisi au moment de l'indépendance pour servir d'exemple aux nouvelles générations. C'est le cas de Lat-Joor pour le Sénégal, de Samory Touré et d'Alfa Yaya pour la Guinée, tandis que le Mali se tourne vers Soundjata, le fondateur de l'Empire du Mali.

Les traditions orales sont à l'honneur et les différentes radios diffusent à profusion les récits des griots dont le rôle de détenteurs de la mémoire collective est réhabilité. Mais ce recours à l'histoire est inégal. Certains royaumes sont privilégiés du fait de leur rôle joué avant la colonisation et surtout du fait de la place prépondérante que ces derniers occupent dans l'Etat post-colonial.

Ainsi, au Sénégal la mémoire collective Wolof domine à la fois dans les études et dans les récits des traditions orales. Mieux, en raison de la puissance des confréries Mourides ou Tidjanes – dans le bassin arachidier au cœur de l'économie sénégalaise, la représentation historique islamique tend à supplanter les traditions dynastiques. Le poids politique considérable des confréries qui contrôlent le monde paysan explique ce basculement et la floraison des traditions orales qui célèbrent les pères Fondateurs, Ahmadou Bamba pour les Mourides et Malick Sy pour les Tidjanes.

Mais, la technique reste identique car les nouvelles traditions orales suivent le modèle des traditions dynastiques pour exalter les vertus des pères fondateurs. Leur action miraculeuse est mise en exergue tout comme le récit coloré de l'exil d'Ahmadou Bamba, et ses actes de résistance contre le pouvoir colonial. On se focalise sur tout ce qui peut consolider la cohésion du mouvement et le respect de la hiérarchie Mouride ou Tidjane en rattachant l'action des successeurs à celle des Pères Fondateurs – le modèle parfait – dont la vie et les hauts faits ressemblent à beaucoup d'égards à celles des héros légendaires comme Soundjata ou Ndja Njan Ndiaye. On voit se construire progressivement une rhétorique où l'imagination modèle une histoire récente en gestation.

Cette histoire est diffusée dans les émissions radios, les publications multiples sous forme de livres ou dans les journaux. On assiste à un véritable engouement pour l'histoire. C'est la période où Ibrahima Baba Kaké lance, à partir de Paris, l'émission *Mémoire d'un Continent* qui diffuse chaque semaine les récits d'historiens de métier, de traditionalistes ou tout simplement de témoignages des combattants pour l'indépendance. Mieux, il lance sa collection, les *Grandes Figures Africaines* pour célébrer les héros de la résistance à la conquête comme Samori, El Hadj Umar ou Bokar Biro. Les historiens de métier tentent, dans le langage coloré des traditions orales, de mettre à la portée de la majorité de la population la nouvelle histoire écrite à partir de la combinaison entre documents écrits et récits oraux dont le recueil a été développé à une grande échelle ces dernières années.

L'influence du caractère épique du récit est privilégié dans notre Bokar Biro où nous avons choisi pour trame et modèle les

nombreuses chroniques et récits du Fouta Djallon publiés par Alfa Ibrahima Sow.<sup>25</sup> Nous avons, tout simplement, introduit le cadre chronologique qui fait souvent défaut dans les récits épiques racontés par les griots et aussi les informations des documents d'archives qui dévoilent les stratégies machiavéliques des Français dans la conquête coloniale. Paradoxalement, même pour des périodes aussi récentes, les traditions orales ou les chroniques écrites occultent la présence française et l'action de la France dans la conquête coloniale.

Le but est de parvenir à une glorification du héros national pour répondre aux besoins du moment dans cette phase charnière de la décolonisation.

Le succès de cette collection est indéniable car elle répond à un besoin, à une soif de connaissance de notre histoire par la majorité de la population qui n'a pas accès aux travaux académiques. Cette vulgarisation est limitée néanmoins à la minorité scolarisée en français et il faut attendre la traduction du même livre sur Bokar Biro en pular pour restituer l'histoire à la grande majorité de la population qui continue à écouter dans leurs langues les récits des griots dont la parole est désormais véhiculée par les moyens modernes de l'information audio-visuelle.

Il y a sans aucun doute un engouement pour l'histoire et une sorte de symbiose entre le discours historique des travaux d'historiens de métier et les discours des traditions orales qui privilégient tous les deux les grands hommes, les grands moments de l'histoire africaine, en fait l'histoire politique. La collection de Baba Kaké d'accès facile, en raison du prix modéré de l'édition de poche, est complétée par une édition luxueuse de la collection, les Africains publiée par Jeune Afrique sous la direction de Charles Julien. Les mêmes grandes figures sont reprises dans les deux collections pour célébrer le passé mais aussi pour justifier indirectement l'action des nouveaux Présidents, pères de la

---

<sup>25</sup> Barry, B., *Bokar Biro, Le Dernier Grand Almamy du Fouta Djallon*, N.E.A., 1976, Collection les Grandes Figures Africaines. La même biographie a été aussi publiée dans la collection les Africains avant d'être traduite en pular. Elle est inspirée par la publication d'Alfa Ibrahima Sow, *Chroniques et Récits du Fouta Djallon*, Librairie Cklinecksieck, Paris 1968.

Nation en construction. Ils servent de prétexte pour justifier les sacrifices que les populations doivent consentir dans l'unanimité pour effacer à jamais les traumatismes de la colonisation et de la traite négrière qui servent de repoussoir à la logique d'une critique interne du présent de plus en plus mal vécu par les populations.

Avec plus ou moins d'intensité, les nouveaux Etats du Sénégal, du Mali, ou de la Guinée vont développer cette histoire nationale pour marquer la rupture avec le passé colonial et créer de nouveaux modèles puisés dans le réservoir inépuisable des valeurs africaines véhiculées dans les traditions orales.

Mais, il reste que l'erreur majeure commise par les Historiens du nationalisme tout comme de l'idéologie nationale a été de considérer les traditions orales comme l'équivalent ou le complément des documents écrits. En tant que sources ces traditions devaient subir seulement le traitement critique au même titre que les documents écrits qu'ils complètent judicieusement pour la connaissance du passé africain.

Il est évident que ces traditions orales véhiculent avant tout un discours historique qui est manipulé en fonction des besoins de la société par leurs détenteurs, c'est ce qui explique l'importance des silences qui jalonnent ce discours historique. En effet, le silence le plus lourd pèse sur la participation des Africains à la traite négrière qui a duré plusieurs siècles et a eu un impact durable sur les sociétés sénégalaises. En dehors du nombre de prisonniers mentionnés de temps en temps par les traditions orales au cours des multiples guerres entre Royaumes Sénégalais, les traditions orales ignorent littéralement ce trafic négrier qui a été reconstitué essentiellement à partir des archives et des relations des voyageurs européens. Le fait que les victimes ont été déportées outre atlantique explique peut-être que la mémoire de leurs souffrances aient été plutôt conservées dans les Amériques dans le but bien précis de lutter contre l'esclavage. L'Afrique, la mère-patrie devient alors le point de mire de millions d'esclaves qui veulent se souvenir pour survivre dans une société où le racisme constitue le fondement de leur servitude. Sur ce plan, Mamadou Diouf dans l'histoire du Kajoor au XIXe siècle, a bien mis en évidence la nécessité de considérer ces traditions orales comme un discours historique au

même titre que les travaux académiques des historiens de métier qui travaillent essentiellement sur la base de documents écrits. La manipulation des traditions orales rend compte des préoccupations des populations qui font une relecture de leur histoire en fonction des besoins du moment.

Ainsi, après le départ de Senghor en 1981, le nationalisme sénégalais conjuguant la négritude et la francophonie cède la place au sursaut national prôné par son héritier Abdou Diouf. Le fils est obligé de tuer le père en partie à cause de l'échec de l'Etat-Nation et en fait de la crise économique sans précédent qui a fait voler en éclats l'unanimité nationale. L'Etat unitaire et moderne Senghorien est miné par les revendications plurielles tant politiques que culturelles. La démission du Dernier de l'Empire, selon l'expression de Sembène Ousmane, ouvre l'espoir d'une véritable rupture avec la logique coloniale.

Mais, le sursaut national, qui a servi 20 ans auparavant à la Guinée de Sekou Touré et au Mali de Modibo Keita de renouer avec les traditions africaines, va bricoler à tout prix une identité nationale et mobiliser plusieurs mémoires pour enraciner un pouvoir qui n'a plus aucune prise ni sur les populations ni sur ses décisions économiques.<sup>26</sup> Le caractère oral des civilisations africaines est réaffirmé pour restituer aux griots sa place dans la société comme gardien de cette mémoire contenue dans les traditions orales.

Le sursaut national s'exprime dans le couple école nouvelle/ charte culturelle nationale à travers deux pôles traditionnel et moderne, l'historien et/ou le griot et le journaliste selon Mamadou Diouf. L'historien Iba Der Thiam, devenu Ministre de l'Education Nationale, a joué un rôle important dans l'organisation de grandioses cérémonies de commémoration pour fonder une nouvelle légitimité politique par la réappropriation des valeurs sénégalaises. Mais, l'Etat n'a plus les moyens d'imposer le silence ou l'unanimité nationale des vingt premières années du parti unique. Les dissidences tout comme les particularismes s'expriment au grand jour par un recours à l'histoire et surtout aux traditions orales réactualisées selon les besoins de la cause. La reconstruction de la mémoire confrérique

---

<sup>26</sup> Diouf, M., 1989, pp. 16-17.



mouride exprime le dynamisme d'un retour aux sources et justifie la fronde du nouveau Khalife de la confrérie, Abdoul Lahat.

De même la célébration du centenaire de la mort de Lat Joor qui était jusque là le seul héros national, donne lieu à un partage équitable avec les autres régions qui chacune célèbre le sien. Ainsi, Mamadou Lamine pour le Sénégal Oriental, Maba Diakhou pour le Sine Saloum, Aline Siteo Diatta pour la Casamance etc, font l'objet de célébrations et de commémorations au même titre que Lat Joor par les historiens et les traditionalistes. Mais l'évocation simple de l'histoire ne suffit pas à l'Etat pour contenir les forces centrifuges qui se développent du fait de son impuissance à contenir la crise économique politique et sociale.

Ainsi, la dissidence armée des Joola de Casamance exprime le cas extrême du rejet de l'unité nationale fondée sur la tyrannie de l'histoire coloniale qui légitime encore l'Etat moderne au Sénégal. Mieux, les populations du Futa Toro désarmées ou désespérées se réfugient dans le terroir pour revendiquer l'exclusivité des avantages de l'après-barrage sur le Fleuve Sénégal. A tous les niveaux on fait appel aux traditions régionales, villageoises ou locales pour exprimer ses revendications dans un contexte national de crise. C'est le moment où les historiens de métier se taisent ou se tournent vers l'histoire présente pour participer au débat politique qui se fait de plus en plus dans les journaux privés et dans les nombreux partis d'opposition qui ont été reconnus par le pouvoir. Ils vont utiliser les témoignages oraux des derniers témoins pour étudier la période coloniales mais surtout le présent qui interpelle chaque jour notre conscience. Paradoxalement c'est par l'intermédiaire de la littérature que les grands textes épiques des traditions orales sont exhumés à nouveau. Les nombreuses versions de Samba Gelaajo Jeegui tout comme l'épopée du Kajoor sont l'oeuvre de littéraires qui s'intéressent avant tout à la poésie et à l'étude de la littérature en langue africaine. Cet engagement pour la littérature africaine rehausse l'importance des traditions orales qui sont ainsi sollicitées par d'autres disciplines que l'Histoire. Il est néanmoins urgent de favoriser une collaboration plus étroite entre les différentes disciplines qui ont toutes besoin de recueillir, de transcrire et de traduire les traditions orales avant

de les exploiter car en définitive elles restent les principales sources pour témoigner de nos civilisations de l'oralité.

#### CONCLUSION

Il est difficile de conclure cette réflexion sur les traditions orales en raison de nombreuses pistes de recherche qui s'ouvrent brusquement à nous. Pendant des années les historiens ont privilégié le recueil et l'usage des traditions orales dans leurs travaux et ont négligé la réflexion sur leurs fonctions dans une société de l'oralité.

Il est évident que les traditions orales en dehors de leurs témoignages et des informations qu'elles peuvent contenir sont avant tout des discours historiques. Cet aspect a été négligé par les premiers utilisateurs qui ont privilégié leur aspect de document oral par opposition ou en complément au document écrit.

Certes les traditions dynastiques plus nombreuses ont privilégié l'histoire politique et c'est seulement maintenant que les historiens s'intéressent aux traditions villageoises et familiales qui permettent d'explorer la vie quotidienne des populations autant que les conflits sociaux, les évolutions démographiques et climatiques.

Charles Becker a raison de préciser que les sources externes ont été privilégiées par rapport aux sources internes dans la réécriture de l'histoire de la Sénégalie.<sup>27</sup> Il plaide avec Mohamed Mbodj pour la collecte de traditions orales villageoises. C'est dire que les traditions orales, sous toutes ses formes, ont acquis un droit de cité dans l'élaboration de l'histoire africaine.

La méthodologie d'approche de ces traditions orales sont de plus en plus affinées par des historiens de métier comme Henriette Diabaté qui a écrit un Essai de méthodologie des sources orales et Histoire à propos du Sannvi de Côte-d'Ivoire. Les multiples versions de l'épopée de Soundjata ou de Samba Gelajo Jeegui restent vivaces dans la mémoire collective pour témoigner du lointain passé. Mais les traditions orales continuent aussi à être produites par les sociétés, au fur et à mesure, pour rendre compte de leur

---

<sup>27</sup> Charles Becker, *Réflexions sur les sources de l'histoire de la Sénégalie*, Paldenma 33, 1987, pp. 148-165.

aventure présente car elles sont avant tout un discours historique.

Le problème majeur à présent est que nous vivons dans une société à plusieurs vitesses où trois catégories d'élites se partagent le champ historique. Il s'agit des historiens de métier formés à l'école française qui a façonné l'Etat moderne, de l'élite arabisante formée dans les pays arabes dans le cadre du moule musulman et enfin des élites traditionnelles qui conservent jalousement leur savoir. La jonction entre ces trois savoirs ne s'est pas encore faite, c'est ce qui explique en partie la crise de l'Etat post-colonial qui veut imposer une identité historique commune dans un contexte de sociétés plurielles qui vivent leur histoire dans la longue durée.

Cette crise est accentuée en particulier par le fait que l'élite politique qui gouverne vit en dehors de son histoire et privilégie le modèle colonial. Seuls les chanteurs comme Youssou N'dour ou Baba Maal ont réussi à faire la jonction entre ces différents discours historiques puisés aux sources variées du savoir de ces différentes élites qui se tournent le dos. Ils sont pour l'instant les seuls porteurs d'un message qui touche les sociétés africaines dans leur ensemble, au delà des frontières nationales, en attendant un leadership intellectuel et politique qui parlerait le langage des sociétés africaines dans toute leur dimension spatiale, sociale et chronologique. Pour l'instant, le métier d'Historien est bien difficile à assumer!!!

## 2. ECRIRE L'HISTOIRE DANS L'AFRIQUE POSTINDÉPENDANCE: LE CAS DE L'ECOLE DE DAKAR

Au moment où Wisconsin avec Jean Vansina ou Philip Curtin, Birmingham ou S.O.A.S. avec John Fage et Roland Olivier, Paris VII avec Catherine Coquery revendiquent, chacun de son côté, la paternité des études historiques sur l'Afrique, il est peut-être présomptueux de notre part de parler de l'Ecole d'Ibadan, de Dar Es Salam, de Makerere ou de celle de Dakar comme foyers alternatifs de conception et d'écriture de l'histoire africaine.

La référence implicite à ces écoles, en dehors du continent, en Amérique, en Angleterre ou en France, renvoie hélas directement à la notion coloniale de négation de l'historicité des sociétés africaines ou de dépendance sur le plan intellectuel. C'est ce qui a amené dans les années 1965 Mohamed Sahli à écrire son pamphlet: "Décoloniser l'Histoire" pour introduire une autre façon de percevoir l'Histoire du Maghreb. Certes les premiers ont participé activement au développement des études historiques et même à cette grande aventure de décolonisation des esprits et des idées reçues sur l'Afrique jusque là considérée comme un continent sans histoire ni civilisations.

Mais, il reste que beaucoup d'Africanistes de renom continuent à ignorer la production historique et les motivations profondes des historiens africains dans leurs combats au quotidien au sein de leurs propres sociétés. C'est pourquoi il est devenu nécessaire de retracer aujourd'hui cette trajectoire intellectuelle pour mettre en perspective la position des historiens africains face à leur passé.

En effet, à côté d'Ibadan avec Dike et Ajayi, de Dar Es Salam avec Temu et Rodney, de Makerere avec Ogot, l'Ecole de Dakar, avec Cheikh Anta Diop et Abdoulaye Ly, a participé activement à cette grande aventure de décolonisation de l'histoire africaine et, au-delà, de réécriture de l'histoire pour répondre à chaque fois aux sollicitations de leurs sociétés. Davantage préoccupés à écrire l'histoire sous toutes ses formes, les historiens n'ont pas toujours

---

*Paper presented at the seminar organised at the Center for African Studies, University of Cape Town on "Problematizing History and Agency: From Nationalism to Subalternity" 22-24 octobre 1997.*

réfléchi sur leur propre trajectoire intellectuelle, les thèmes prioritaires de recherche et d'enseignement et surtout sur les moyens mis à contribution pour diffuser les résultats de cette recherche. Car l'écriture de l'histoire est indissociable de la conscience sociale d'un groupe, d'une classe et répond en partie aux problèmes que pose le maintien des structures essentielles de l'édifice juridique et politique en place.

Quels sont les liens entre les préoccupations des historiens africains et celles de leurs homologues des Universités occidentales dans ce regard croisé sur l'Afrique? Quelles sont surtout les spécificités de ce regard interne que les historiens africains portent sur leurs propres sociétés dans les différentes phases de la lutte pour l'indépendance et de celle de la construction de l'Etat Nation jusqu'aux crises actuelles qui reposent avec acuité le rôle de l'historien dans notre société?

Au delà de la division artificielle entre historiens anglophones et historiens francophones, il y a une grande similitude entre les préoccupations de ces différentes écoles africaines qui sont devenues progressivement des pôles autonomes de centres universitaires d'enseignement et de recherche sur l'histoire africaine. Cette rétrospective sur l'historiographie africaine sera centrée pour des raisons de temps et d'espace sur l'Ecole de Dakar que nous avons eue la chance de connaître et de vivre sans discontinuité ces trente cinq dernières années.

#### L'ECOLE DE DAKAR ET LE LEGS DU PASSÉ

La première réflexion collective sur l'historiographie africaine remonte à l'ouvrage publié en 1986 par Bogumil Jewsiewicki et David Newbury qui posèrent à un ensemble d'historiens africains ou non la question fondamentale de savoir: Quelle histoire? Pour Quelle Afrique? Dans cet ouvrage Mamadou Diouf et Mohamed Mbodj ont abordé les thèmes privilégiés par les historiens de l'Ecole de Dakar, tandis que Martin Klein a expliqué les conditions académiques difficiles qui ont entravé le développement des études historiques. Les deux articles par leur pertinence ont ainsi ouvert la voie à une réflexion rétrospective sur la trajectoire

intellectuelle de cette Ecole de Dakar dans son combat contre le silence et l'oubli.

En fait, le problème majeur de l'Afrique c'est d'avoir une vieille histoire dont l'étude a été mise en parenthèse par un siècle de colonisation. En même temps, la redécouverte récente de cette histoire, ces trente dernières années, a produit un nombre incalculable d'oeuvres en français et en anglais dont le contenu est loin d'être digéré par les élites et à plus forte raison par la grande masse de la population. Or, une société qui cesse de réfléchir sur son passé est condamnée à terme à l'aveuglement et à la dérive.

L'Ecole de Dakar est étroitement liée à la création de l'IFAN (Institut Français d'Afrique Noire devenu Institut Fondamental d'Afrique Noire) et à celle du département d'Histoire de l'Université de Dakar qui ont produit plusieurs générations d'historiens dès les années 50. Elle se définit d'abord par son caractère multinational et ensuite par son caractère multidisciplinaire. Dakar est le point de rencontre de toute l'intelligentsia africaine de l'AOF et de l'AEF que le pouvoir colonial a voulu modeler à son image.

Dans le cadre de cette politique d'assimilation qui nie toute identité aux indigènes, l'ethnologie a été pendant un siècle l'instrument idéologique privilégié de la domination coloniale. En réaction, l'histoire est d'emblée considérée comme une discipline de libération du continent africain dans la mesure où la connaissance du passé africain, comme sujet d'histoire, était en soit une façon de légitimer la lutte contre la colonisation. Dès le départ, le métier lui-même d'historien est étroitement imbriqué dans cette lutte de libération nationale.

De ce point de vue, on peut maintenant comprendre à posteriori le rôle primordial joué par les deux historiens Cheikh Anta Diop et Abdoulaye Ly dans la naissance et le développement de l'Ecole de Dakar qu'ils ont davantage influencé par leur engagement dans la lutte patriotique que par leur enseignement. La publication de *Nations Nègres et Cultures* de Cheikh Anta Diop en 1955 et de la *Compagnie du Sénégal* de Abdoulaye Ly en 1958 constitue la rupture épistémologique majeure dans l'historiographie coloniale en mettant d'emblée l'histoire africaine au service de la libération nationale du continent.

Certes la domination de l'ethnologie coloniale n'a jamais, durant la période coloniale, totalement disqualifié l'histoire comme recours à la compréhension et à l'étude des sociétés africaines. Les sociétés africaines ont, malgré la brutalité de la conquête et la destructuration de leurs structures politiques et sociales, conservé jalousement, grâce à la pérennité de la mémoire collective, le souvenir de leur passé lointain par l'intermédiaire de la tradition orale détenue par les griots et les Tarikhs écrits par les lettrés musulmans.

Les griots, que Sory Camara appelle à juste titre les gens de la parole, ont transmis de génération en génération sous forme de récits épiques la grande geste de Soundjata, le fondateur de l'empire du Mali ou les exploits des guerriers de Samba Gelajo Jeegi chantés dans une poésie virile faite de violence et de mort. Ils ont aussi transmis le souvenir des grandes migrations, celle de Koli Tenguela et de son peuple à travers tout le Soudan Occidental avant de fonder le royaume Denyanke sur les rives du fleuve Sénégal. Malgré les limites de l'histoire de l'oralité, les griots ont transmis avec amour et un art inégalé de la parole les faits et gestes des sociétés africaines dans le but bien précis de dire l'histoire. Dans son roman, *les Gardiens du Temple*, Cheikh Hamidou Kane définit très bien ce rôle du griot gardien des traditions quand il dit: "le silence est leur épreuve. Pour exprimer la race sans écriture, ils ont creusé même pilé le silence qui est demeuré intact, les emmurant de sa masse obscure. Dans le silence ils ont creusé des grottes de rythmes de lumineux éclairs de guitare, de profondes vallées de légendes. Des millénaires durant, avant que le fil ténu de l'écriture n'eut intérieurement et de toutes parts entrepris de coudre le monde noir en lui-même, les griots par leurs voix et les instruments qu'ils ont imaginés furent les démiurges qui bâtirent ce monde et ses seuls témoins. Ils ont exalté, empli de dignité, de poids disent-ils, élevé au-dessus de lui même, soutenu dans des champs de bataille, maintenu dans la gloire et la tradition. Cette oeuvre, ils l'ont accomplie contre le silence et l'oubli, contre le temps destructeur. Ainsi Farba Mâsi Seck, griot des Diallobé du Fuuta Toro, savait-il la puissance de ce silence".

Progressivement, à la faveur de l'islamisation, l'élite musulmane a entrepris d'écrire en arabe ou en caractères arabes dans les

langues africaines, l'histoire pour témoigner du passé. Les plus anciens sont sans aucun doute le *Tarikh El Soudan* et le *Tarikh El Fettach* écrits pour l'essentiel au XVIIe et qui relatent la fin de l'Empire Songhaï mais aussi les événements antérieurs relatifs aux anciens empires du Ghana et du Mali. La tradition des *Tarikh*s est née et elle va se développer dans les théocraties musulmanes du Fuuta Toro, du Bundu et du Fuuta Jallon créées au cours du XVIIIe siècle. Elle va donner naissance à une série de textes écrits en arabe, wolof ou mandingue et aussi à une certaine forme de littérature écrite profane de tous les genres en complément à la tradition orale.

En fait, la conquête coloniale, à la fin du XIX siècle, constitue une rupture majeure dans le mode de transmission de l'histoire par les traditions orales et les *Tarikh*s. L'école coloniale, qui par principe, nie l'historicité des sociétés africaines, va développer une science ambiguë, celle de l'africanisme et privilégier l'ethnologie au détriment de l'histoire. L'idéologie coloniale va ainsi circonscrire un mémorable et une historiographie spécifiques à la société coloniale en construction sollicitant le passé européen et le passé africain. C'est ainsi que Yoro Diaw, sorti de l'école des otages créée en 1857, va publier, cette fois en français, les premiers récits de tradition orale sur les royaumes wolofs dans le journal *Le Moniteur du Sénégal* dès 1863. Par la suite, Henri Gaden, Maurice Delafosse et Gilbert Vieillard vont jouer un rôle fondamental dans le recueil et la publication en français de textes oraux ou d'écrits en langue africaine ou en arabe.

En 1913, Delafosse publie les *Chroniques du Fouta Sénégalais* qui sont la traduction de deux manuscrits arabes inédits de Siré Abbas Soh qui reprenait les souvenirs qu'il avait gardés de la lecture d'un ouvrage écrit il y a un siècle par un certain Tafsirou Bogguel Ahmadou Samba.<sup>1</sup>

En 1935, Henri Gaden publie aussi la vie d'El Hadj Omar Qacida en poular de Mohammadou Aliou Tyam, son compagnon de la première heure. Écrit en poular pour atteindre le plus grand nombre, la qacida est un long poème de 1185 vers destiné à être

<sup>1</sup> Maurice Delafosse: *Chroniques du Fouta Sénégalais*, traduites de deux manuscrits arabes inédits de Siré Abbas Soh, Paris, Ed. Leroux, 1913. 328 pp.



appris par coeur et qui est chanté ou modulé.<sup>2</sup> Cet effort louable de recueil des traditions écrites ou orales du passé des sociétés sénégalaises, n'enlève en rien au préjugé colonial coriace qui nie toute historicité aux peuples africains qui font leur entrée dans l'histoire avec la colonisation. C'est ce qui explique en fait que l'étude des sociétés africaines sera dominée jusqu'à une date récente par l'ethnologie coloniale centrée sur une vision statique de l'évolution de l'Afrique. Mais tout au long de la période coloniale, l'histoire va servir de recours aux élites africaines tant traditionnelles que coloniales pour revendiquer ou négocier des privilèges par rapport au pouvoir colonial qui impose sans partage sa nouvelle légitimité dans la gestion des hommes et des ressources du pays.

L'intérêt pour l'histoire ne cesse de se développer malgré l'attitude négative du pouvoir colonial vis-à-vis du passé des sociétés africaines qu'on veut assimiler à la culture occidentale par les moyens de l'école en tournant le dos aux réalités africaines. Ainsi les cahiers de Yoro Diaw sur les royaumes wolof publiés dans *Le Moniteur du Sénégal* de 1863 sont repris par Gaden et Rousseau en 1929 et 1933 ensuite par Bassirou Cissé en 1941 avant d'être publiés en 1966 par Vincent Monteil dans *Les Esquisses Sénégalaises*. Mais c'est Amadou Duguay Clédor qui, dès 1912, dans son ouvrage sur la bataille de Guilé, revendique pour la première fois le droit d'écrire l'histoire du Kajor à cause de sa connaissance intime du pays et surtout de son accès à l'information sans la médiation d'un interprète. Cependant, le plus important est, sans aucun doute, le fait que sa tentative d'écrire l'histoire est étroitement liée à la naissance du nationalisme sénégalais dans toute son ambiguïté par rapport au projet colonial. Cet instituteur, fils de spahi est sensible à la discrimination raciale et il revendique l'égalité au nom des sacrifices consentis par ses ancêtres auprès de la France depuis les jours orageux de la Révolution française. Son appel, réitéré en 1927 en tant que Président du Conseil Colonial, ne sera pas entendu et les frustrations subies par les citoyens des quatre communes ainsi que par les indigènes de l'intérieur ne

<sup>2</sup> Mohammadou Aliou Tyam: *La vie d'El Hadj Omar, Qacida en poular*, ed. par Henri Gaden, Paris, Institut d'ethnologie, 1935. 289 pp.

tardent pas à se cristalliser et à donner naissance par leur jonction au nationalisme sénégalais.

L'ÉCOLE DE DAKAR ET LE MOUVEMENT  
NATIONALISTE D'INDÉPENDANCE

Ce nationalisme est fondé sur une ambiguïté majeure car la recherche de l'égalité des droits avec les Français est en contradiction avec le fait colonial qui nie à priori l'identité des indigènes. Les nationalistes vont faire appel successivement à la mémoire coloniale tout comme au registre des traditions historiques orales pour revendiquer leur place au soleil. Plusieurs discours historiques vont être développés, en fonction des besoins de la cause, pour baliser les luttes incertaines de ce nationalisme naissant et ambigu.<sup>3</sup> Comme le dit Diouf, la construction d'une mémoire mixte celle des Quatre Communes et de l'assimilation pouvant revendiquer un double héritage européen et africain fait place du fait de l'exclusion coloniale aux traditions dynastiques pour fonder les prétentions politiques et foncières des familles royales. Cette tradition dynastique, essentiellement wolof, marginalise les traditions familiales ou villageoises marquant ainsi toute l'opposition entre une éthique aristocratique et une éthique du quotidien.

La première rupture sera surtout le fait de l'opposition de la nouvelle élite indigène qui vient d'accéder à la citoyenneté en 1946 représentée par Senghor et les originaires des Quatre Communes représentés par Lamine Gueye, partisan de l'assimilation. On assiste ainsi à l'émergence de deux types de mémoire, celle des griots qui se met au service de la chefferie traditionnelle courroie de transmission de l'administration coloniale et celle confrérique des communautés musulmanes qui se structurent et s'articulent à la logique économique coloniale de l'arachide. Les confréries

---

<sup>3</sup> Diouf Mamadou, dans son article novateur «Représentations historiques et légitimités politiques au Sénégal, 1960-1987», a ouvert une voie lumineuse d'une réflexion sur les discours historiques. Je me contente ici de préciser la place des traditions orales dans ce discours nationaliste qui va approximativement de l'accession à la citoyenneté en 1946 à l'avènement du multipartisme en 1974 car en réalité c'est la même classe politique qui domine pendant cette période avant et après l'indépendance des années 1960.

religieuses encadrent le monde paysan et essayent de sauvegarder leur autonomie aussi bien vis-à-vis de l'administration coloniale que de la chefferie héritière d'une aristocratie qui a été défaite par la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.<sup>4</sup>

En 1948, la rupture entre Lamine Gueye et Léopold Sédar Senghor donne naissance au BDS, le Bloc des Masses Sénégalaises qui va s'appuyer sur les réseaux maraboutiques du monde rural. Senghor invente la Négritude pour restaurer les valeurs du monde noir et de les rénover en les associant aux valeurs françaises. Ainsi, le triangle idéologique Senghorien-Négritude, Francophonie et Socialisme africain s'édifie avec une double mémoire, celle de Faïdherbe comme créateur de ce Sénégal moderne, avec à ses côtés, son pôle traditionnel, Lat-Joor. Mais la négritude privilégie l'ethnologie contre l'histoire dans le but de créer une identité africaine voire sénégalaise différente de celle de l'occident. Cela n'empêche pas Senghor d'être un partisan du métissage qui est pour lui le meilleur moyen de parvenir à la civilisation de l'universel donc à la modernité.

La parole du griot ou le récit des traditions orales sont vus sous l'angle de leurs rythmes poétiques d'où l'importance accordée par Senghor à la poésie, la littérature, le théâtre et l'art. Lorsqu'on fait appel à l'histoire, c'est pour choisir Lat-Joor comme le héros national qui incarne les traditions et valeurs aristocratiques de dignité et de sacrifice et servir de fondement à l'idéologie nationale du Sénégal indépendant sous la férule du parti unique. Pour la Négritude, les traditions orales sont des épisodes qui doivent servir à renforcer le sentiment de l'unité nationale. Considérées avant tout comme des chroniques et des légendes, leur écriture et leur valeur littéraire priment sur leur contenu, en fait sur l'histoire de l'Afrique qui est mise entre parenthèses par Senghor durant tout son régime.

En dehors de la préhistoire qui est privilégiée, ce sont les mathématiques et la philosophie avec l'enseignement du latin qui constituent pour Senghor les disciplines par excellence. Il s'attache néanmoins à sauvegarder les archives coloniales du Sénégal et de

---

<sup>4</sup> Diouf, Mamadou, 1989, pp. 14-15.

l'AOF qui sont les seules à avoir été maintenues sur place dans tout l'Empire colonial Français. L'exposition des archives, 300 ans d'histoire écrite du Sénégal, à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance, indique la préférence du Nouvel Etat pour le document écrit comme source principale de l'histoire de la nation en gestation et son ancrage dans le moule de l'héritage colonial.<sup>5</sup>

Senghor va créer le Centre d'Etudes des Civilisations de Dakar, doté d'une revue *Dembe Ak Tey*, cahier du mythe dont le but est de recueillir, de transcrire et de sauver les traditions orales pour mieux privilégier l'écriture sur l'oralité. A l'époque, il est symptomatique de constater que la plupart des opposants politiques de Senghor et de l'idéologie de la Négritude sont des Historiens de métier en dehors de Majmout Diop qui a d'ailleurs écrit un essai sur l'histoire des classes sociales au Sénégal et au Mali. C'est le cas de Cheikh Anta Diop, d'Abdoulaye Ly, de Moctar Mbow et Assane Seck, dans les premières années de l'indépendance.

Cheikh Anta Diop est le premier dans son ouvrage, «Nations Nègres et Cultures», publié en 1955, à fonder son action politique sur la reconnaissance de l'historicité de l'Afrique qui remonte à l'origine des civilisations – car l'Egypte est Nègre. Cheikh Anta veut redonner confiance aux Africains en eux-mêmes. La reconstruction de l'histoire africaine ouvre l'Afrique à l'universel pharaonique et l'affirmation de l'unité culturelle africaine légitime son pan-africanisme et son fédéralisme. Il s'oppose par sa préférence pour l'Afrique précoloniale par rapport à celle de Senghor pour la période coloniale. Mais, comme Senghor, Cheikh Anta Diop a négligé les traditions orales et les études monographiques qui ne s'inscrivent pas dans le dessin égypto-pharaonique, par conséquent de l'unité culturelle du Continent.

Du coup, l'Afrique prend pied dans l'Histoire par la grande porte et Cheikh Anta Diop privilégie la continuité de cette histoire et c'est pourquoi il met en évidence les ressemblances entre les institutions de l'Afrique précoloniale avec celles de l'Egypte ancienne.

Contrairement à la Négritude et à la Francophonie, il accorde aux langues africaines un rôle primordial comme moyen d'accès à

---

<sup>5</sup> Diouf, Mamadou, 1989, pp. 16-17.

la modernité. On comprend dès lors l'opposition politique irréconciliable entre les deux hommes et l'excommunication de fait de Cheikh Anta Diop par l'Université française et sa marginalisation à l'Université de Dakar durant toute sa vie. Mais, Senghor évitera jusqu'au bout l'affrontement sur le plan intellectuel avec Cheikh Anta Diop. Ce dernier a été en effet consacré par le Festival des Arts Nègres, organisé par Senghor en 1966 pour célébrer la Négritude, comme l'intellectuel Africain qui aura le plus marqué sa génération.

En fait, le paradoxe de Cheikh Anta Diop c'est qu'il a privilégié le débat culturel pour l'unité, la libération totale du Continent et la réhabilitation de la dignité africaine et s'est enfermé dans une opposition politique dans les limites étroites de l'Etat-Nation du Sénégal en contradiction avec son projet fédéral. De sorte que malgré son action décisive dans l'élaboration d'une histoire africaine par les Africains, son influence directe sur le développement des études sur le terrain a été limitée.<sup>6</sup>

Il en est de même pour le second grand historien Abdoulaye Ly qui a écrit la première thèse sur l'Histoire du Sénégal publiée en 1958 sous le titre *La Compagnie du Sénégal*. Il étudie la connexion capitaliste des continents par l'Atlantique dans les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il s'intéresse en particulier au rôle joué par la Sénégalie dans cette connexion. L'historien de métier, en raison de son engagement direct dans la politique, n'a pas eu le temps d'approfondir l'étude interne des sociétés sénégalaises en dehors de ces écrits politiques comme l'Etat et la Condition paysanne pour justifier la rupture avec l'économie coloniale. Abdoulaye Ly, comme Cheikh Anta Diop, est partisan de l'indépendance immédiate et de la rupture avec le système colonial. C'est ce qui explique la rupture avec Senghor après le vote pour le OUI même s'il a rejoint le Gouvernement pour quelques années entre 1965 et 1970. Comme Cheikh Anta Diop, du fait de la politique, Abdoulaye Ly n'a pas enseigné l'Histoire à la jeune génération des historiens des indépen-

---

<sup>6</sup> A l'époque, Cheikh Anta Diop est surtout célèbre pour avoir publié

- *Nations Nègres et Cultures*, Présence Africaine, Paris, 1954.
- *L'unité Culturelle de l'Afrique Noire*, Présence Africaine, Paris, 1959.
- *L'Afrique Noire Précoloniale*, Présence Africaine, Paris, 1960.

dances qui ont retrouvé les pères fondateurs de l'Ecole de Dakar en dehors du campus par le biais de la lutte politique.<sup>7</sup>

On peut dire que sur le plan intellectuel, Senghor, Cheikh Anta Diop et Abdoulaye Ly sont les trois leaders qui ont le plus marqué le débat des idées dans cette partie de l'Afrique francophone. Rivaux irréconciliables sur le plan politique, ils sont aussi à cheval sur les deux périodes cruciales du mouvement nationaliste pour l'indépendance et de la lutte pour le pouvoir dans la phase de la construction nationale. Ils sont donc omniprésents à la fois sur le plan intellectuel et sur le plan politique et ils ont chacun à sa manière marqué profondément l'Ecole historique de Dakar qui dépasse largement les limites étroites du Sénégal contemporain et embrasse tous les domaines de la connaissance.

Senghor, par sa poésie de la négritude, a attiré l'attention des autres sur la spécificité et l'apport des civilisations africaines. Cheikh Anta Diop, par l'affirmation de l'antériorité des civilisations africaines, a revendiqué le droit à l'histoire pour la résurrection de l'Afrique dans l'unité. Abdoulaye Ly, dans son histoire de la connexion des continents, a mis le doigt sur la dépendance de l'Afrique et la nécessité de briser le pacte colonial. Il est encore prématuré, à notre avis, de mesurer l'influence respective de ces trois hommes tant les passions sont encore vives par rapport à leurs positions politiques divergentes qui continuent à agiter le débat sur l'avenir de l'Afrique. Toujours est-il que la deuxième génération des historiens de l'Ecole de Dakar va s'attacher d'abord à parachever cette oeuvre de réhabilitation des sociétés africaines des pionniers dans le but bien précis de décoloniser l'histoire et dans tous les cas de dire l'histoire selon leur propre vision du passé dans cette phase d'euphorie des indépendances nationales où tous les espoirs étaient permis.

---

<sup>7</sup> Son ouvrage le plus célèbre à l'époque, est *La Compagnie du Sénégal*, Présence Africaine, 1958. Trente ans après, dans la réédition de cet ouvrage de base, Abdoulaye Ly dans une longue post-face fait le pont entre ses hypothèses de travail sur l'Histoire et les résultats des recherches faites par la suite par les historiens de l'Ecole de Dakar. Ses écrits sur l'Histoire contemporaine après sa retraite rendent bien compte de la grande vision de cet historien de métier à cheval entre le mouvement nationaliste et la lutte patriotique contre le néocolonialisme.

La période qui va grosso modo de 1960 à 1980 est marquée par une prolifération, sans précédent, de la production historique par les historiens de l'École de Dakar en relation étroite avec les historiens français, anglais et américains. A la faveur de la décolonisation, ce sont désormais des historiens de métier qui enseignent l'histoire africaine introduite dans les programmes des lycées et des universités. Mieux ils entreprennent, à une grande échelle, des recherches dans tous les domaines. Pour exhumer le passé de l'oubli il faut dire que l'histoire précoloniale de l'Afrique de l'Ouest a été privilégiée grâce à la réhabilitation des traditions orales comme sources à côté des documents écrits. Il fallait, dans la lignée de Cheikh Anta Diop, donner la preuve que l'Afrique avait une histoire digne d'intérêt avec les grands empires du Moyen-Age et qu'elle avait subi des agressions aux conséquences désastreuses avec la traite négrière et la colonisation. Cette histoire, glorification de soi-même et culpabilisation de l'Occident, a donné la naissance à de multiples travaux dont la diversité est si grande qu'il est difficile d'en tracer la trajectoire à travers les thèmes, les motivations et surtout les influences réciproques. Car, il s'agit avant tout d'une véritable renaissance culturelle qui touche en l'espace de deux décennies à tous les domaines de la pensée et dont l'histoire retrouvée constitue l'épine dorsale de cette libération de tout un continent qui est censé désormais reprendre l'initiative.

La première synthèse de Jean Suret-Canale sur l'Afrique Noire pré-coloniale publiée aux Editions Sociales en 1958 et 1961 ainsi que la publication de *Soundjata* ou l'épopée Mandingue par Djibril Tamsir Niane en 1960 constituent sans aucun doute le point de départ d'une production historique sans précédent. Le premier a tracé les thèmes qui feront l'objet de recherches approfondies les années à venir, tandis que le second a définitivement réhabilité la tradition orale transmise par le griot en attendant la grande synthèse "Histoire de l'Afrique Noire" de Joseph Ki-Zerbo qui entreprit, dès 1962, la tâche titanesque de retourner aux racines de l'Afrique pour découdre de tout son passé jusqu'à la naissance de l'OUA. Ki Zerbo annonce déjà cette volonté des historiens africains formés à ce métier dans les universités occidentales ou africaines de prendre en charge leur passé – tout leur passé et surtout de l'écrire

pour constituer ce terreau substantiel dans lequel des Nations nouvelles peuvent et doivent puiser des ressources spirituelles et des raisons de vivre.

Le vaste mouvement de reconquête et de redécouverte de l'histoire africaine est lancé et il va balayer tout le continent et mobiliser une légion d'historiens de métier de toutes origines pour réécrire cette histoire dans cette grande aventure de décolonisation des esprits. Cette histoire sera continentale et panafricaine, mais aussi régionale et surtout locale sous forme de monographies pour rendre compte de la multitude des royaumes et de la diversité des institutions avant la colonisation. La deuxième génération des historiens de l'Ecole de Dakar vont s'intéresser particulièrement à la période pré-coloniale, celle des Grands Empires entre le VIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle mais aussi celle de la période de la traite négrière qui précède la conquête coloniale au XIX<sup>e</sup> siècle tout en insistant sur les différentes formes de résistance à la domination coloniale.

Dans cette perspectives de réhabilitation du passé, l'étude monumentale de Yves Person sur Samori constitue sans aucun doute un repère. Il a reconstitué avec minutie la grande aventure de cette résistance opiniâtre de Samori à la conquête coloniale et surtout de cette œuvre de construction d'un empire sur les cendres du Mali. Cette vaste synthèse qui aborde tous les thèmes majeurs de l'histoire africaine, le commerce à longue distance, l'histoire politique et militaire ouvre la voie à cette longue série de monographies qui combinent l'exploitation judicieuse des documents écrits, des traditions orales ainsi que les témoignages des survivants de la grande aventure de Samori. Ce nationaliste Breton était un défenseur passionné des cultures et des langues africaines et il a beaucoup contribué à redonner confiance à cette seconde génération de l'Ecole de Dakar qui aura pour la première fois le privilège d'explorer l'histoire interne des Sociétés et des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tous les travaux de l'Ecole de Dakar sur le Royaume du Waalo de Boubacar Barry, le Fouta Djallon de Thierno Diallo, le Gajaaga d'Abdoulaye Bathily, le kajor de Mamadou Diouf, le Fouta Toro d'Oumar Kane, le Xaaso de Sekene Mady Cissoko etc... portent essentiellement sur la période pré-coloniale entre le



XVe et XIX siècle. C'est une histoire écrite par les fils du terroir qui ont étudié de préférence le royaume de leur appartenance ethnique dont ils ont l'avantage de connaître la langue et la culture. Cette histoire centrée sur les études monographiques est avant tout une histoire politique qui privilégie les traditions dynastiques même si, sur certains aspects, on s'intéresse aux transformations économiques et sociales du fait de la traite négrière et de la colonisation.

Cet effort de l'Ecole de Dakar est largement renforcé par les historiens de l'école américaine avec Philip Curtin, Martin Klein, Walter Rodney, David Robinson, Lucie Colvin etc qui participent à la publication d'oeuvres majeures sur l'histoire des royaumes pré-coloniaux de la Sénégalie en privilégiant leur histoire interne tant économique, politique que sociale. En dehors de Yves Person, de Jean Boulègue et de Charles Becker les historiens français continuent à s'intéresser à l'histoire coloniale et à dépendre exclusivement des archives dans leurs recherches qui s'amenuisent comme une peau de chagrin au fur et à mesure de leur retrait vers la France. Dans tous les cas Dakar devient un centre incontournable de réflexion et de débat sur l'histoire africaine et aussi le point de convergence des historiens africains de retour des Universités françaises pour enseigner l'histoire africaine dans les nouvelles universités africaines d'Abidjan, de Conakry, de Bamako ou de Ouagadougou.

Les thèmes abordés sont aussi variés d'un historien à l'autre à cause de l'ampleur de la tâche pour reconstituer, réécrire une histoire millénaire qui avait été mise en parenthèse depuis un siècle. Mamadou Diouf et Mohammed Mbodj ont essayé de faire cet inventaire des thèmes qui est loin de recouvrir l'ensemble des préoccupations des historiens de l'Ecole de Dakar. Dans cette phase de redécouverte et de reconstitution l'histoire événementielle centrée sur l'histoire politique était inévitable. Néanmoins très tôt deux courants majeurs se sont dessinés suivant en cela les préoccupations des deux pères fondateurs de l'Ecole de Dakar, Cheikh Anta Diop et Abdoulaye Ly.

Le premier Cheikh Anta Diop, se rapprochant un peu de la philosophie de la Négritude, a directement influencé les études sur les institutions politiques et sociales tendant plus ou moins à

justifier l'unité culturelle de l'Afrique Noire et la capacité des Africains à créer un environnement propre à leur développement. Il a contribué ainsi largement à renouveler l'anthropologie politique et économique grâce aux travaux de Yaya Wane sur les Toucouleurs, ceux de Pathé Diagne sur le pouvoir politique traditionnel en Afrique Noire, ceux de Boubacar Ly sur l'honneur dans la famille wolof et toucouleur et enfin ceux d'Abdoulaye Bara Diop sur la société wolof. Le passage de l'ethnologie coloniale à l'anthropologie économique et politique et à la sociologie des changements sociaux était franchi avec à la base une confiance accrue en la capacité des sociétés africaines à s'adapter et à se renouveler contre les idées reçues d'une Afrique statique depuis la nuit des temps. Peu importe si la discussion sans fin sur le mode de production africain ou la lutte des classes a pris le dessus outre atlantique, les travaux de l'Ecole anthropologique de Dakar ont permis aux historiens de baliser les différentes étapes de l'évolution sociale et politique des sociétés ouest-africaines dans le temps et l'espace dans chacune de leurs monographies sur les royaumes Soninke et Wolof, Mandingue et Peul etc., même si parfois ils allaient à l'encontre de la thèse principale de Cheikh Anta Diop sur l'unité culturelle de l'Afrique Noire.

En fait, l'histoire bien comprise des royaumes pré-coloniaux dans le temps montre non seulement la diversité des institutions politiques et sociales mais aussi le caractère inégalitaire et la dynamique de la lutte des classes dans nos sociétés fortement hiérarchisées. Progressivement le concept de la démocratie africaine traditionnelle et l'existence d'une spécificité africaine inaltérable sont remises en question par les historiens qui privilégient de plus en plus la mise en dépendance de l'Afrique par le système capitaliste.

C'est à ce niveau que Abdoulaye Ly, l'auteur de *La Compagnie du Sénégal*, influence de son côté directement les études sur la dépendance et la connexion capitaliste des continents. Dans la compagnie du Sénégal, Abdoulaye Ly avait déjà amorcé la théorisation de la connexion capitaliste des continents inspirée par les lois de l'accumulation du capital qui régissent les rapports dialectiques entre centre expansionniste du capitalisme et périphérie dominée et exploitée par celui-ci. Il rappelle, à juste titre, dans un

essai récent en 1994 et à la suite de la réédition de son ouvrage, la genèse de ce débat depuis un quart de siècle. En fait le débat, amorcé par Eric Williams dans son ouvrage publié en 1944 sous le titre *Capitalism and Slavery*, est relancé par *La Compagnie du Sénégal* d'Abdoulaye Ly en 1958 et illustré dans l'évolution interne des sociétés africaines respectivement par Walter Rodney dans son ouvrage *A History of the Upper Guinea Coast: 1545 to 1800* en 1970 et par Boubacar Barry dans *Le Royaume du Waalo* publié en 1972.

Entre temps Philip Curtin avait, à contre courant, violemment passionné le débat en publiant son livre, *The Atlantic Slave Trade: A Census*, en 1969, dans lequel il réduit de façon drastique les chiffres de la traite négrière sans se soucier de ses effets sur les sociétés africaines. Mais, en fait c'est la préface de Samir Amin à l'ouvrage *Le Royaume du Waalo*, qui redonne au débat tout son relief dans la longue durée en étudiant l'évolution de la connexion capitaliste des continents, des antécédents de l'ère des négriers à notre expérience quotidienne à l'ère des Indépendances africaines dans la dépendance néocoloniale.

Du coup les travaux de l'Ecole de Dakar sur la période pré-coloniale, vue sous l'angle des effets néfastes de la traite négrière sur les sociétés sénégalaises, sont hissés au niveau du débat sur les origines historiques du sous-développement et sur les manifestations actuelles de la dépendance dans les sociétés néocoloniales. La rencontre des historiens avec les économistes de la dépendance est faite à un moment où le marxisme est accepté par tous comme une méthode et une approche pour comprendre les problèmes économiques, politiques et sociaux du Tiers-Monde.

Peu importe si, pour des raisons pratiques, les travaux de l'Ecole de Dakar se sont cantonnés à la période pré-coloniale, aidée en cela dans cette tâche de reconstitution par les historiens outre-atlantique de talent comme Philip Curtin, Martin Klein, David Robinson, Georges Brooks, Lucie Colvin, Allen Howard, Lamine Sanneh, Winston Mc Gowan, Lansine Kaba et bien sûr Walter Rodney. A cette époque euphorique de reconstitution du passé pré-colonial chaque monographie était attendue avec impatience comme une pièce maîtresse pour percer le voile "des siècles obscurs" pour reprendre la formule lapidaire de Raymond Mauny.

Il faut dire que dans bien des cas, les préoccupations de la plupart des africanistes rejoignent celles des historiens de l'École de Dakar qui s'appesantissent sur l'histoire interne dans toute sa dimension politique, économique et sociale. Il faut ajouter aussi que cette deuxième génération n'a pas le temps de se consacrer à l'histoire immédiate qui est prise en charge par les économistes de la dépendance avec Samir Amin mais surtout par les anthropologues comme Claude Meillassoux, Donald Cruise O'Brien, Jean Copans sans compter les romanciers et cinéastes comme Sembène Ousmane qui dénonce déjà les tares de la nouvelle société néo-coloniale.

L'École de Dakar de cette époque, c'est avant tout cette approche interdisciplinaire du passé et du présent et c'est aussi cette lutte politique au quotidien face aux insuffisances de l'État postcolonial qui impose peu à peu le parti unique. La plupart des historiens comme Abdoulaye Ly, Cheikh Anta Diop et plus tard Ibader Thiam, Abdoulaye Bathily sont absorbés par l'action politique. Les études sur l'Islam, comme religion de contestation de l'ordre traditionnel et de restructuration des sociétés sénégalaises face à l'impact de la traite négrière constituent l'innovation majeure des travaux de Barry, Bathily et Diouf même si le processus de cette islamisation n'a pas toujours été mis en relief faute de document en dehors des travaux de Lamine Sanneh pour les Jakanke.

Dans tous ses travaux, l'École de Dakar insiste à juste titre sur l'évolution interne aussi bien que sur les influences externes comme la Traite Négrière ou celle de la colonisation sur les sociétés sénégalaises qui ont perdu dès lors leur autonomie. Cette vision est plus ou moins partagée par les autres historiens en dehors de Philip Curtin qui prend le contre pied de notre thèse sur le Waalo dans son compte rendu de l'ouvrage et avec beaucoup de virulence dans son livre *Economic Change in Precolonial Africa/Senegambia in the Era of the Slave Trade* publié en 1975. Sous prétexte "de décoloniser l'histoire" dans une perspective délibérément "Africa centered" selon la formule d'Abdoulaye Ly, Philip Curtin nous entraîne dans un cul de sac à la limite de l'histoire, de l'économie et de l'anthropologie où la Sénégal vit en vase clos dans les franges de l'économie mondiale sans subir, en aucune façon, l'impact de la présence européenne. Notre réponse allait tarder à

venir car il fallut pour d'autres raisons réécrire une autre histoire de la Sénégalie à la même période et en prenant en compte son immense hinterland pris en charge dès le XVe siècle par le commerce atlantique. L'objectif était d'étudier l'impact de la traite négrière ainsi que les contradictions internes au sein des sociétés sénégalaises dans la perspective d'une histoire totale. Il fallait remettre l'histoire de la Sénégalie à l'endroit.

Le débat n'est pas clos, car James A. Webb, le fils spirituel de Philip Curtin, vient de le relancer dans son livre *The Desert Frontier*. Malgré les nombreuses critiques et remises en cause des thèses de Curtin sur le nombre des esclaves et leur impact sur les sociétés africaines par Joseph Inokiri, Jean Suret-Canale, Charles Becker et même ses anciens étudiants comme Paul Lovejoy – sans compter les nombreuses études d'Abdoulaye Bathily et de tant d'autres, James Webb persiste et amplifie les conclusions de son maître en affirmant que la traite transsaharienne est plus importante à la même période que la traite atlantique en Sénégalie. En 1995 les historiens de l'Ecole de Dakar sont confrontés à d'autres préoccupations en rapport avec la crise de l'Etat postcolonial que de se remettre à compter à nouveau le nombre des esclaves. Tant pis si l'Atlantique n'a pas encore supplanté la Méditerranée et le Sahara dans les relations entre l'Afrique et le reste du monde. Chacun trouvera son compte dans la mondialisation!!

Mais le plus important, dans les années 1970 pour la deuxième génération de l'Ecole de Dakar, était de créer sur place en Afrique les conditions d'une production et d'une réflexion autonomes sur l'histoire de leurs sociétés sans complexe ni exclusive. C'est en effet cette deuxième génération de l'Ecole de Dakar qui va créer avec les autres historiens d'Abidjan, du Cameroun, du Zaïre et du Congo, principalement de l'Afrique francophone, la première Association Panafricaine des Historiens en 1972. Le but est de décoloniser notre histoire selon la formule de l'historien algérien Mohamed C. Sahli et de servir selon Ki-Zerbo de levier fondamental de notre prise de conscience nationale pour la réalisation de l'Unité Africaine et la prise en charge de notre destin. Il fallait non seulement entrer dans l'histoire par la grande porte mais aussi la prendre en charge pour éclairer l'action des

nouvelles générations qui ont une mission presque prophétique de régénérer l'Afrique.

Les deux citations, en première page de la Revue AFRIKA ZAMANI publiée par l'Association, étendue aux historiens africains des pays anglophones et du Maghreb à Yaoundé en 1975, ont été ressenties par certains africanistes d'Europe et d'Amérique comme une volonté d'exclusion. En fait, il s'agissait pour cette génération de s'approprier sa propre histoire et de créer sur place en Afrique une plus grande capacité de recherche et d'enseignement de l'histoire africaine pour servir de base à la consolidation des Etats-Nations en formation sans perdre de vue l'unité du Continent défendue par Cheikh Anta Diop. Ce dernier a été en fait la vedette du Congrès de Yaoundé où il s'est adressé pour la première fois pendant Sept heures d'horloge à notre génération qui ne l'avait connu que par ses écrits.

Pour de multiples raisons les leaders des historiens anglophones du Nigéria, du Ghana, du Kenya comme A. F. Ajahi, Adu Boahen, B. A. Ogot ont boudé cette association panafricaine dominée en fait au départ par les francophones qui en avaient eu l'initiative. Ils n'ont pas compris, eux qui avaient pris une longueur d'avance grâce à des journaux scientifiques soutenus par des associations anciennes et puissantes comme la Historical Society of Nigeria, la main tendue des historiens de Dakar, d'Abidjan et d'ailleurs, qui avaient encore à subir pour longtemps la tutelle de l'université française. Martin Klein a bien saisi les difficultés de l'Ecole de Dakar à s'affranchir de cette tutelle en raison du maintien de la thèse d'Etat qui a empêché jusqu'à récemment l'université d'avoir des professeurs de rang magistral pour encadrer une recherche autonome avant que la crise ne se généralise dans l'ensemble du continent. Paradoxalement ils vont partager avec Joseph Ki Zerbo, Cheikh Anta Diop et Niane Djibril Tamsir la responsabilité de diriger, sous l'égide de l'UNESCO, la publication de l'histoire de l'Afrique en huit volumes. Entre temps, les Africains continuent à se rencontrer dans les couloirs des salles de conférences en Europe et plus particulièrement celles d'Amérique avec la conférence annuelle de l'ASA qui draine des milliers de participants.

L'histoire de la décolonisation, tout comme l'histoire nationaliste dont elle est le prolongement, a des limites et renferme des contradictions qui reflètent, avant tout, les difficultés de la construction de l'Etat-Nation sur la base des frontières héritées de la colonisation. Dans l'euphorie de la souveraineté nationale reconquise, l'histoire est à l'ordre du jour et a désormais droit de cité. Mais elle est de plus en plus sollicitée par des besoins contradictoires d'une société en pleine mutation dans le cadre de l'Etat-Nation en construction.

#### L'ÉCOLE DE DAKAR ET L'IDÉOLOGIE NATIONALE

Il est difficile, à ce stade, de faire la séparation chronologique et thématique entre les écrits de la décolonisation pour le mouvement de libération et ceux de l'état postcolonial dans le cadre de l'idéologie de construction nationale. Les deux étapes sont étroitement imbriquées dans la mesure où ce sont les mêmes historiens qui sont à cheval sur les deux périodes et que les nouvelles générations ne font que poursuivre la tâche tant ardue de reconstruction de leur passé. Mais, de plus en plus, les historiens africains sont confrontés, en tant que citoyens, aux problèmes liés à la construction de l'Etat nation à l'exercice de la démocratie interne, aux conséquences des différentes formes de dépendance et aussi aux manifestations des crises identitaires qui remettent en cause un peu partout l'unité nationale. Quelles sont les multiples formes prises par cette écriture de l'histoire et quelles réponses les historiens sont-ils en mesure d'apporter aux multiples questionnements de leur propre société.

Les historiens de métier, formés dans les universités ne sont pas les seuls à écrire ou à dire l'histoire. Ils doivent désormais partager ce rôle avec les autres détenteurs de la mémoire du passé africain, les griots, les lettrés musulmans, les musiciens, les cinéastes sans compter les multiples formes de transmission audiovisuelle pour satisfaire une soif de plus en plus grande des populations pour leur histoire retrouvée.

Sur le plan académique, la troisième et quatrième génération des historiens de l'école de Dakar vont progressivement délaisser la période précoloniale entre le VIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle pour se

consacrer à l'histoire de la colonisation dans ses différentes formes de mise en valeur, de conflits politiques et sociaux sans oublier l'histoire intellectuelle. A cet effet, les étudiants de plus en plus nombreux ont fait des travaux souvent remarquables sur l'histoire économique, l'évolution de la chefferie traditionnelle, le mouvement syndical, les partis politiques en associant étroitement le dépouillement systématique des archives et les enquêtes de terrain pour recueillir avant qu'ils ne se perdent les derniers témoignages sur le travail forcé, les combattants de la première guerre mondiale ou les députés à l'Assemblée Nationale française.

Bref ce fut un foisonnement sans précédent qui est soutenu par un engouement certain de ces premières générations de l'indépendance qui ont eu la chance d'étudier l'histoire africaine dès le primaire. Rétrospectivement on peut citer les travaux de ceux qui ont poussé jusqu'au Doctorat comme Iba Der Thiam sur le syndicalisme, Mohamed Mbodj sur l'économie arachidière, Babacar Fall sur le travail forcé suivis par des travaux de plus en plus pointus sur l'alcoolisme au Sénégal de Ibrahima Thioub et le système pénitencier d'Ousseynou Faye, etc.

Mais, le problème majeur de l'Ecole de Dakar est que les enseignants de la deuxième génération d'historiens sont restés pendant longtemps jusqu'aux années 1980 bloqués dans leurs carrières universitaires par la soutenance de la thèse d'Etat qui donne droit à l'enseignement magistral et à la direction de la thèse. De sorte que les étudiants de Dakar après leur maîtrise devaient poursuivre leur Doctorat à Paris principalement auprès d'Yves Person de son vivant et de Catherine Coquery-Vidrovitch. Cette situation, malgré la bonne volonté de ces deux éminents Professeurs qu'on ne peut soupçonner d'un quelconque penchant colonialiste, a marqué d'une certaine manière les études historiques dans leur orientations au-delà de Dakar car cette tutelle académique s'étendait à Abidjan, Bamako, Ouagadougou jusqu'aux rives du Congo dans tout l'ancien empire colonial. Yves Person, à Dakar comme à Paris, a imprimé sa marque aux études monographiques sur les royaumes précoloniaux associant étroitement les traditions orales aux documents d'archives. Par contre Catherine Coquery, de Paris à Dakar où elle venait dispenser des cours, a largement contribué au



développement des études sur l'histoire économique et sociale de la période coloniale et contemporaine.

A notre avis, Catherine Coquery Vidrovitch ne fait pas justice à Yves Person en qualifiant d'événementielles les études que ce dernier a initiées à Dakar avec la deuxième génération des historiens qu'elle ignore délibérément dans son bilan fait récemment dans la revue *Politique Africaine* sur les historiens francophones. Elle ne cite que ceux qui ont fait leur thèse avec elle à Paris VII, dans son fief où elle a contribué largement, malgré cette omission, à les former même s'ils ont appris avec cette deuxième génération leur métier d'historien avant de venir sur les bords de la Seine poursuivre leurs recherches.

Cela pose seulement le problème de la tutelle qui s'est imposée trop longtemps et qui, indirectement, a ralenti le processus d'autonomie scientifique de notre Université qui n'a pas su se reformer à temps avant la tempête de la crise de l'Etat-Nation. Et c'est précisément le drame et le paradoxe de cette Université dont le parrain, Cheikh Anta Diop, jusqu'à la veille de sa mort en 1986, a été exclu toute sa vie durant des privilèges de l'enseignement magistral. Mais, cela n'a pas empêché de nombreux étudiants d'entreprendre les études sur l'Egypte ancienne et de devenir sans la médiation de l'enseignement direct, les disciples de Cheikh Anta Diop comme Théophile Obenga qui a eu la chance de travailler avec lui ou Babacar Sall et Moussa Lam qui enseignent aujourd'hui à Dakar.

En fait au fur et à mesure l'Ecole de Dakar s'étoffe pour embrasser dans ses recherches et son enseignement toutes les périodes depuis la préhistoire jusqu'à l'époque contemporaine de l'histoire africaine aussi bien que de l'histoire extra-africaine. Yoro Fall a travaillé sur la cartographie au Moyen-Age, Mamadou Fall sur le Vietnam tandis que Penda Mbow a étudié l'Islam au Moyen-Orient et Birahim Diop a fait l'archéologie médiévale occidentale. Bref, la liste des centres d'intérêt est longue et exhaustive et elle montre bien que l'ambition de l'Ecole de Dakar est d'embrasser l'histoire universelle. En fait, la concentration des études sur l'Afrique était un moment historique de reprise en main de leur destin. Mais, cette écriture de l'histoire va suivre les aléas des

crises de croissance de l'Etat post-colonial qui vont imprimer leur cachet à la perception de l'histoire par les historiens de métier aussi bien que par les populations qui sont directement concernées par cette histoire.

En effet, à l'idéologie nationaliste, qui a fait appel au passé glorieux de l'Afrique, se substitue progressivement l'idéologie nationale de l'unanimité du parti unique voire du Parti-Etat. Cette expression unanime de l'histoire dans le cadre étroit des frontières héritées de la colonisation est en contradiction avec la réalité historique des populations à cheval sur plusieurs frontières des nouveaux Etats indépendants. L'Etat-Nation enferme l'histoire dans une double camisole de force de l'unanimité et du silence qui tendent à gommer les différences et les contradictions dans la compétition à l'accès au pouvoir et aux richesses de l'Etat-Nation.

Selon les pays, l'idéologie nationale donne lieu à un discours historique spécifique qui puise sa source aux différentes traditions orales autant qu'à une histoire diffusée par les travaux de nouveaux historiens de métier formés à l'Université. Tout en proclamant l'unanimité nationale, on exalte avec plus ou moins de vigueur la résistance du héros national choisi au moment de l'indépendance pour servir d'exemple aux nouvelles générations. C'est le cas de Lat-Joor pour le Sénégal, de Samory Touré et d'Alfa Yaya pour la Guinée, tandis que le Mali se tourne vers Soundjata, le fondateur de l'Empire du Mali.

Les traditions orales sont à l'honneur et les différentes radios diffusent à profusion les récits des griots dont le rôle de détenteurs de la mémoire collective est réhabilité. Mais ce recours à l'histoire est inégal. Certains royaumes sont privilégiés du fait de leur rôle joué avant la colonisation et surtout du fait de la place prépondérante que ces derniers occupent dans l'Etat post-colonial.

Ainsi, au Sénégal, la mémoire collective wolof domine à la fois dans les études et dans les récits des traditions orales. Mieux, en raison de la puissance des confréries Mourides ou Tidianes – dans le bassin arachidier au coeur de l'économie sénégalaise, la représentation historique islamique tend à supplanter les traditions dynastiques. Le poids politique considérable des confréries, qui contrôlent le monde paysan, explique ce basculement et la floraison

des traditions orales qui célèbrent les pères Fondateurs, Ahmadou Bamba pour les Mourides et Malick Sy pour les Tidianes.

Cette histoire est diffusée dans les émissions radios, les publications multiples sous forme de livres ou dans les journaux. On assiste à un véritable engouement pour l’histoire. C’est la période où Ibrahima Baba Kake lance, à partir de Paris, l’émission “Mémoire d’un Continent” qui diffuse chaque semaine les récits d’historiens de métier, de traditionalistes ou tout simplement de témoignages des combattants pour l’indépendance. Mieux, il lance sa collection, *Les Grandes Figures Africaines* pour célébrer les héros de la résistance à la conquête comme Samory, El Hadj Umar ou Bokar Biro. Les historiens de métier tentent dans le langage coloré des traditions orales de mettre à la portée de la majorité de la population la nouvelle histoire écrite à partir de la combinaison entre documents écrits et récits oraux dont le recueil a été développé à une grande échelle ces dernières années.

Le caractère épique du récit est privilégié dans notre Bokar Biro où nous avons choisi pour trame et modèle les nombreuses chroniques et récits du Fouta Djallon publiés par Alfa Ibrahima Sow.<sup>8</sup>

Le but est de parvenir à une glorification du héros national pour répondre aux besoins du moment dans cette phase charnière de décolonisation.

Le succès de cette collection est indéniable car elle répond à un besoin, à une soif de connaissance de notre histoire par la majorité de la population qui n’a pas accès aux travaux académiques. Cette vulgarisation est limitée néanmoins à la minorité scolarisée en français et il faut attendre la traduction du même livre sur Bokar Biro en pular pour restituer l’histoire à la grande majorité de la population qui continue à écouter dans leurs langues les récits des griots dont la parole est désormais véhiculée par les moyens modernes de l’information audio-visuelle.

Il y a sans doute un engouement pour l’histoire et une sorte de symbiose entre le discours historique des travaux d’historiens

---

<sup>8</sup> Barry Boubacar, *Bokar Biro: Le dernier Grand Almamy du Fouta Djallon*, N.E.A., 1976, collection *Les Grandes Figures Africaines*. La même biographie a été aussi publiée dans la collection *Les Africains* avant d’être traduite en pular. Elle est inspirée par la publication d’Alfa Ibrahima Sow, *Chroniques et Récits du Fouta Djallon*, Librairie Kliencksieck, Paris 1968.

de métier et les discours des traditions orales qui privilégient tous les deux les grands hommes, les grands moments de l'histoire africaines, en fait l'histoire politique. La collection de Baba Kake d'accès facile en raison du prix modéré de l'édition de poche est complétée par une édition luxueuse de la collection, *Les Africains* publiée par Jeune Afrique sous la direction de Charles Julien. Les mêmes grandes figures sont reprises dans les deux collections pour célébrer le passé mais aussi pour justifier indirectement l'action des nouveaux Présidents, pères de la Nation en construction. Ils servent de prétexte pour justifier les sacrifices que les populations doivent consentir dans l'unanimité pour effacer à jamais les traumatismes de la colonisation et de la traite négrière qui servent de repoussoir à la logique d'une critique interne du présent de plus en plus mal vécu par les populations.

Mais, il reste que l'erreur majeure commise par les Historiens du nationalisme tout comme de l'idéologie nationale a été de considérer les traditions orales comme l'équivalent ou le complément des documents écrits. Sur ce plan, Mamadou Diouf dans l'histoire du Kajor au XIX<sup>e</sup> siècle, a bien mis en évidence la nécessité de considérer ces traditions orales comme un discours historique au même titre que les travaux académiques des historiens de métier qui travaillent essentiellement sur la base de documents écrits. La manipulation des traditions orales rend compte des préoccupations des populations qui font une relecture de leur histoire en fonction des besoins du moment.

Ainsi après le départ de Senghor en 1981, le nationalisme sénégalais conjuguant la négritude et la francophonie cède la place au sursaut national prôné par son héritier Abdou Diouf. La crise économique sans précédent a fait voler aux éclats l'unanimité nationale. L'Etat unitaire et moderne senghorien est miné par les revendications plurielles tant politiques que culturelles. La démission du Dernier de l'Empire, selon l'expression de Sembene Ousmane, ouvre l'espoir d'une véritable rupture avec la logique coloniale.

Mais le sursaut national, qui a servi vingt ans auparavant à la Guinée de Sékou Toure et au Mali de Modibo Keita de renouer avec les traditions africaines, va bricoler à tout prix une identité nationale et mobiliser plusieurs mémoires pour enraciner un pouvoir

qui n'a plus aucune prise ni sur les populations ni sur ses décisions économiques.<sup>9</sup>

Le sursaut national s'exprime dans le couple école nouvelle/ charte culturelle nationale à travers deux pôles traditionnel et moderne, l'historien et/ou le griot et le journaliste selon Mamadou Diouf. L'historien Iba Der Thiam, devenu Ministre de l'Education Nationale a joué un rôle important dans l'organisation de grandioses cérémonies de commémoration pour fonder une nouvelle légitimité politique par la réappropriation des valeurs sénégalaises. Mais, l'Etat n'a plus les moyens d'imposer le silence ou l'unanimité nationale des vingt premières années du parti unique. Les dissidences tout comme les particularismes s'expriment au grand jour par un recours à l'histoire et surtout aux traditions orales réactualisées selon les besoins de la cause.

De même la célébration du centenaire en 1987 de la mort de Lat Joor jusque là seul héros national, donne lieu à un partage équitable avec les autres régions qui chacune célèbre son héros. Ainsi, Mamadou Lamine pour le Sénégal Oriental, Maba Diakhou pour le Sine Saloum, Aline Sitoé Diatta pour la Casamance etc., font l'objet de célébrations et de commémorations au même titre que Lat Joor par les historiens et les traditionalistes. Mais, l'évocation simple de l'histoire ne suffit pas à l'Etat pour contenir les forces centrifuges qui se développent du fait de son impuissance à contenir la crise économique, politique et sociale.

Ainsi, la dissidence armée des Joola de Casamance exprime le cas extrême du rejet de l'unité nationale fondée sur la tyrannie de l'histoire coloniale qui légitime encore l'Etat moderne au Sénégal. Mieux, les populations du Fuuta Toro désarmées ou désespérées se réfugient dans le terroir pour revendiquer l'exclusivité des avantages de l'après-barrage sur le Fleuve Sénégal. A tous les niveaux on fait appel aux traditions régionales, villageoises ou locales pour exprimer ses revendications dans un contexte national de crise. C'est le moment où les historiens de métier montent au créneau dans l'arène politique ou se tournent vers l'histoire présente pour participer au débat politique qui se fait de plus en plus dans

---

<sup>9</sup> Diouf, Mamadou, 1989, pp. 16-17.

les journaux privés et dans les nombreux partis d'opposition qui ont été reconnus par le pouvoir.

Avec le multipartisme le débat historique était désormais possible pour rendre compte des préoccupations et des aspirations des populations et de la complexité de la crise de l'Etat post-colonial. Ainsi, devant les échecs multiples des Etats Nationaux, le débat amorcé par Cheikh Anta Diop, dans son livre les fondements économiques et culturels d'un Etat Fédéral d'Afrique Noire, est repris par les économistes comme Moctar Diouf dans son ouvrage *L'intégration Economique Africaine* préfacé par Cheikh Anta Diop et par les Historiens dans notre ouvrage sur la Sénégalie du XVe au XIXe siècle.

Au moment où les Etats multiplient les organisations régionales comme l'OMVS, l'OMG, la CEAO ou la CEDEAO pour résoudre les problèmes de développement tout en conservant jalousement leur souveraineté nationale, notre Sénégalie avait pour but de fonder, par l'histoire et la géographie, l'unité régionale pour s'affranchir des frontières actuelles du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali, de la Gambie, de la Guinée-Bissau et de la Guinée-Conakry. Il fallait montrer que l'émiettement actuel de cette région était en contradiction avec la dynamique historique de la Sénégalie des peuples et obère toute possibilité de développement économique et social. On ne peut développer une région contre l'histoire qui l'a constituée.<sup>10</sup>

C'est en raison de l'actualité du débat sur l'intégration que l'Association des chercheurs sénégalais a organisé une table ronde à laquelle devaient participer Cheikh Anta Diop, Moctar Diouf et Boubacar Barry. Le destin frappa brutalement la veille de cette rencontre le regretté Cheikh Anta Diop et c'est seulement un an après sa mort que le même débat fut organisé, hélas sans lui, à sa mémoire. Ironie du sort l'université de Dakar portait déjà le nom de Cheikh Anta Diop qui avait hissé de son vivant la mystique de l'unité africaine à son plus haut niveau. Dix ans après sa mort il

<sup>10</sup> Boubacar Barry, *La Sénégalie du XV au XIX siècle*, L'Harmattan 1988. Cette synthèse ouvre la voie à l'histoire régionale pour donner un sens à la multitude de monographies faites sur la Sénégalie depuis un quart de siècle et qui demandaient à être mises en perspectives.

reste encore un symbole par l'actualité de sa vision de l'avenir du continent dans la continuité historique. Il était prêt à confronter ses idées pour un Etat fédéral d'Afrique Noire avec le point de vue de l'économiste, plus soucieux de la rentabilité des projets économiques régionaux et celui de l'historien qui porte sa préférence à des petits espaces régionaux plus homogènes sur le plan historique et géographique.

Le débat reste ouvert et on comprend bien, en raison du mythe qui entoure encore le personnage de Cheikh Anta Diop, pourquoi la relecture récente de son oeuvre par François Xavier Fauvelle ne puisse se faire entendre dans cette université qui n'a pas donné la parole à son parrain de son vivant.<sup>11</sup>

De plus en plus les historiens de l'Ecole de Dakar vont s'impliquer dans le débat au quotidien pour participer à l'analyse du présent qui avait été monopolisée par les sciences politiques et l'anthropologie. C'est ainsi que Mamadou Diouf, l'historien, et Momar Coumba Diop, le sociologue, vont éditer ensemble le premier ouvrage d'analyse de politique immédiate sur le Sénégal sous Abdou Diouf. Le succès va conduire Momar Coumba à écrire un ouvrage collectif sur le *Sénégal-Trajectoire d'un Etat* avec la participation d'une équipe interdisciplinaire qui témoigne de la dynamique de la réflexion de l'école de Dakar qui dépasse

<sup>11</sup> François Xavier Fauvelle: *L'Afrique de Cheikh Anta Diop*, préface de Elikia Bokolo, Paris, Khartala, 1996. 237 pp. Nous n'avons guère le temps d'aborder dans cet article le contenu de cet ouvrage qui risque de réouvrir une controverse aussi passionnée que celle que *Nations Nègres et Cultures* a suscitée il y a une cinquantaine d'années. Mais, il pose déjà le problème de la compréhension que les autres ont eue de notre propre trajectoire pour nous réapproprier notre passé. Je ne parle pas de la récente tentative de Philip Curtin d'excommunier les Africains et leurs descendants, les Africains américains, de l'enseignement de l'histoire africaine dans les universités américaines sous prétexte que leur présence, au détriment des Blancs, créait le risque de "Ghettoizing African History". Cf. à ce sujet l'article de Philip Curtin publié dans *The Chronicle of Higher Education*, March 3, 1995 et les réactions multiples que cet article a soulevées par l'organisation d'un panel spécial à la réunion annuelle à Orlando de l'African Studies Association. Mais en fait le problème majeur c'est que ce sont les études africaines et en particulier l'histoire africaine qui sont encore dans un ghetto dans le système américain en tant que disciplines. Il y a ceux-là qui veulent continuer à contrôler ce ghetto pour ce qu'il est!!

largement l'histoire comme discipline. Mais l'école historique de Dakar est désormais sur tous les fronts de la réflexion et de l'action malgré les limites certaines de la crise de l'institution universitaire qui limite largement la production et l'enseignement de l'histoire. La réédition récente de *La Compagnie du Sénégal* 40 ans après sa publication a donné l'occasion à l'auteur de faire le bilan de la production historique de l'Ecole de Dakar dans l'affirmation de soi mais aussi dans la continuité de sa quête pour la vérité. Abdoulaye Ly a aussi montré que l'historien n'avait pas d'âge – il est l'homme de toutes les époques avec ses contemporains.

#### CONCLUSION

Il est difficile à ce stade de caractériser l'Ecole de Dakar de culturaliste par rapport aux Ecoles de Ibadan et de Dar Es Salam qui auraient privilégié l'initiative africaine ou l'Ecole sud-africaine qualifiée de sociale. La séparation entre histoire élitiste et histoire populaire ne peut à elle seule départager la tendance marxiste-nationaliste des études subalternes dans le contexte indien. Cette brève rétrospective de la production historique de l'Ecole de Dakar montre la complexité et la multiplicité des préoccupations des historiens qui ont évolué dans le temps. Nous avons essayé de retracer les différentes étapes de cette trajectoire qui montre entre autres que l'Ecole de Dakar partage avec les autres écoles une préoccupation majeure, celle du combat pour l'histoire.

Il est vrai que sous l'influence de la *Négritude* de Senghor et de l'idée de l'Unité culturelle comme fondement au fédéralisme de Cheikh Anta Diop, on pourrait caractériser l'Ecole de Dakar de culturaliste en raison de l'intensité des débats sur les problèmes culturels que ces derniers ont soulevés. Mais l'Ecole de Dakar est celle aussi où le débat sur la dépendance a été le plus poussé avec la rencontre des économistes comme Samir Amin et des historiens comme Abdoulaye Ly, Boubacar Barry et Abdoulaye Bathily qui ont développé progressivement la théorie sur les origines historiques du sous-développement et les différentes formes de la dépendance.

Ce n'est pas un hasard si c'est à Dakar que l'Association des Historiens Africains est née en 1972 et que le CODESRIA a été



constitué en 1973 sous l'impulsion entre autres et respectivement de Boubacar Barry et de Samir Amin. Dakar a eu très tôt le privilège de développer le travail interdisciplinaire. C'est ce qui explique la difficulté de classer cette école dans une seule catégorie élitiste, populaire ou nationaliste. Bref, elle partage souvent avec les autres écoles les mêmes préoccupations. Dans ce papier, nous n'avons pas le temps de nous apesantir sur les relations entre l'Ecole de Dakar et celles d'Ibadan, de Dar Es Salam etc.... Walter Rodney appartenait à la fois à l'Ecole de Dakar et à celle de Dar Es Salam.

Il reste que la fracture majeure que l'on peut à ce stade déceler, c'est peut-être la multiplicité des approches pour une histoire continentale et panafricaine par rapport à une histoire régionale ou locale. L'Histoire panafricaine avec les grandes synthèses comme l'Histoire Générale de l'UNESCO et les histoires locales, celles des monographies des différents royaumes ou celles nationales des Etats postcoloniaux ont été privilégiées au détriment de l'histoire régionale qui émerge peu à peu. C'est dans ce cadre que le CODESRIA a organisé en 1989 à Ndjamena un séminaire pour lancer le projet sur la réflexion et sur la rédaction des histoires régionales de chacune des cinq grandes régions du continent pour répondre aux aspirations d'intégration régionale des Etats nationaux qui ont fait la preuve de leur insuffisance.

Le remembrement territorial qui se dessine aujourd'hui en Afrique avec l'indépendance de l'Erythrée et tout le mouvement de rébellion contre les pouvoirs en place à dimension régionale nous renforce dans cette idée d'approfondir les études régionales pour sortir de la logique coloniale. Le séminaire organisé aussi à Bamako par le CODESRIA sur la démocratie pour relancer l'Association Panafricaine des Historiens et sa revue *Africa Zamani* montre bien que les historiens ont besoin maintenant plus que jamais d'un cadre institutionnel pour s'épanouir et satisfaire à la fois les besoins tant élitistes que populaires des citoyens qui vivent avec leur passé. Nous espérons que cette conférence organisée par l'Université de Cap Town sera le prélude à la réintégration du continent, dans sa totalité, dans l'histoire.

### 3. HISTOIRE ET PERCEPTION DES FRONTIÈRES EN AFRIQUE AUX XIXE ET XXE SIÈCLES: LES PROBLÈMES DE L'INTÉGRATION AFRICAINE

#### INTRODUCTION

L'Afrique est le continent le plus fragmenté sur le plan géopolitique et aussi le plus cosmopolite sur le plan de la diversité de sa population. Dans ce contexte, comme l'a si bien dit Joseph Ki Zerbo, la question de l'intégration est plus que jamais au coeur du problème, voire «du mal africain». S'agissant là d'une ardente obligation, il importe de la situer dans un cadre pertinent et juste. C'est pourquoi, l'intégration doit être appréhendée sous une triple dimension:

- la dimension historico-culturelle sur le plan vertical
- la dimension spatiale et économique sur le plan horizontal
- la dimension sociale ou organique

Les éléments de ce cadre tridimensionnel ne sont ni séparés ni cloisonnés. Ils se présentent sous la forme d'un système intégré sans oublier le cadre englobant du système mondial. Le thème histoire et perception des frontières nous renvoie à élucider le rôle de la dimension spatiale et économique dans la quête de cette intégration régionale au niveau du continent. Le rêve inassouvi de l'unité africaine se heurte malheureusement à la pesanteur d'un espace éclaté dont l'histoire remonte, pour l'essentiel, au XIXème siècle, lors du partage colonial qui a façonné la configuration des frontières des Etats actuels. Les crises actuelles montrent avec évidence que les populations vivent mal à l'intérieur des frontières des Etats-Nations et posent avec acuité la gestion de cet héritage colonial qui a fixé des frontières aussi bien artificielles qu'arbitraires.

Les crises touchent aussi bien les Grands Etats comme le Congo, l'Angola, le Nigeria que les petits Etats comme le Rwanda, le Burundi, la Sierra Léone, le Sénégal ou la Guinée Bissau. Paradoxalement ces crises reflètent avant tout les conflits internes qui ont des répercussions sur le plan externe et reposent indirectement

---

*Communication présentée au Symposium régional d'Historiens africains sur le rôle de l'Histoire dans la recherche et la consolidation de la paix, Bamako, du 15 au 19 Mars 1999, organisé par L'UNESCO.*

le problème de la rédefinition des frontières sinon d'un nouvel espace territorial, économique et culturel susceptible de consolider la paix et la sécurité des populations. Cela dépasse largement le problème des frontières dont l'histoire doit être replacée dans la longue durée si on veut appréhender les défis actuels de l'intégration régionale et de l'unité du Continent.

#### LE LEGS DU PASSÉ

La configuration actuelle des frontières des Etats africains a été façonnée pratiquement à la fin du XIXème siècle. La conquête coloniale a soumis par la force l'ensemble du continent, à l'exception de l'Ethiopie et du Liberia, à la domination de l'Europe. Le partage du continent a mis fin, dans la plupart des cas, à un processus interne de restructuration de l'espace par des forces sociales et politiques en rapport avec l'histoire du continent sur la longue durée.

Les frontières sont donc le résultat d'une longue histoire qui doit être prise en compte, au-delà de l'accident du partage colonial, pour comprendre les logiques internes de fragmentation et d'unification de ce continent. Pour des raisons pratiques, notre réflexion portera sur l'Afrique de l'Ouest pour mieux saisir, dans l'espace et le temps, les facteurs de destructuration qui peuvent expliquer les difficultés actuelles de réintégration d'espaces viables sur le plan géographique, économique et politique.

En remontant uniquement au VIIIème siècle, on peut se rendre compte de la succession dans l'espace ouest africain des Empires du Ghana, du Mali et du Songhaï qui ont assuré une certaine forme d'intégration régionale construite autour du fleuve Niger. Ce qui est important à retenir dans l'histoire de ces vastes formations politiques ce ne sont pas les frontières dont les limites restent floues mais la capacité de ces Etats à gérer la complémentarité des zones écologiques entre le Sahel, la Savane et la Forêt. Cet ensemble ouest-africain est dès lors ouvert au monde extérieur par le Sahara qui relie la vallée du Niger au Maghreb et, au-delà, à la Méditerranée. La boucle du Niger constitue ainsi l'armature de cet espace dont les limites se perdent dans l'Océan Atlantique à l'Ouest et au Sud, au lac Tchad à l'Est et au Sahara au Nord.

Il est évident que l'Océan Atlantique, jusqu'aux grandes découvertes du XVème siècle, ne joue pas un rôle majeur dans les échanges entre l'Afrique et le reste du monde. Par contre, le commerce interrégional assurant la complémentarité des zones écologiques est très développé et repose essentiellement sur le respect de l'autonomie des communautés à la base qui pratiquent le commerce de transit d'une zone à l'autre. Ainsi, la fonction majeure des vastes Empires du Ghana, du Mali et du Songhaï, a été d'assurer la sécurité des routes permettant de ce fait aux marchands spécialisés, les Dyula, les Haussa, les Soninké, les Berbères, de développer le commerce à longue distance fondé sur le respect mutuel entre autochtones et diasporas commerçantes.

L'organisation de l'espace est marquée par une forte politique de décentralisation qui offre une grande autonomie aux régions même conquises par les armes comme ce fut le cas du Kaabu au sein de l'Empire du Mali. La notion de frontière est très floue et ne détermine pas à cette période le centre de gravité des conflits territoriaux. On assiste plutôt à des mouvements de migration dans tous les sens grâce à l'existence de vastes espaces susceptibles d'absorber les excédents de population. Les vallées du fleuve Niger, de la Volta, du Sénégal, de la Gambie constituent de ce fait les principaux pôles d'attraction des populations de la Savane et du Sahel. De même on assiste à une descente progressive des Berbères et des Peuls vers le Sud à la recherche de nouveaux pâturages et à une pénétration des Manding, des Akan et des Hausa vers la forêt qui constitue encore une barrière entre la Savane et l'Océan Atlantique. Peu importe les vicissitudes ou le cycle de succession des Empires du Ghana, du Mali et du Songhaï sur cet espace ouest africain qui est entièrement tourné vers le rivage saharien. Ce sont les villes sahariennes Awdaghost, Djenné, Mopti, Tombouctou, les cités haussas qui attirent les populations du Sud de la Forêt à la Savane dans le cadre des échanges du commerce transsaharien.

Cette orientation vers le Nord sur le rivage saharien va être progressivement bouleversé par l'ouverture de l'Afrique de l'Ouest sur sa façade atlantique, à partir du XVème siècle. La période des grandes découvertes maritimes ouvre une longue période de compétition entre la caravelle et la caravane. La bataille de Tondibi en

1591 consacre la fin de l'Empire Songhaï et aussi le déclin des villes sahariennes tandis que la création des comptoirs d'Arguin, de Saint-Louis, de Gorée, de Cape Coast, d'Accra etc. assure le triomphe du commerce atlantique et la réorientation du commerce ouest-africain vers la côte.

Entre temps, le commerce négrier installe pour plusieurs siècles une ère de violence et de restructuration des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Les Grands Empires disparaissent pour laisser place à un émiettement politique extrême. Les nouveaux Etats négriers privilégient la chasse à l'homme au détriment de la conquête territoriale et consolident leur position grâce à une politique de centralisation et de militarisation. De même ces Etats obligent, grâce au monopole, du commerce sur les armes et les esclaves, les peuples sans défense à se replier sur eux-mêmes dans des zones de refuge pour échapper aux razzias créant ainsi des no man's land. Ainsi les Wolofs du Waalo et les Tukuleurs du Fuuta Toro désertent progressivement, au cours du XVIIIème siècle, la rive nord du fleuve Sénégal pour la rive sud et payent un tribut aux Maures du Trarza et du Brakna pour assurer en vain leur sécurité.

Dans ce contexte de violence entre les Etats et à l'intérieur des Etats, les populations ont alors le choix entre la recherche de refuges imprenables ou la construction d'un Etat fort susceptible d'assurer leur sécurité à l'intérieur de leurs frontières. Ce fut le cas des Etats théocratiques du Bundu, du Fuuta Jallon et du Fuuta Toro qui ont assuré la sécurité des musulmans à l'intérieur de leurs frontières. C'est aussi le cas de l'Asante et du Dahomey dans le Golfe de Guinée qui ont consolidé leur pouvoir pour mieux subjuguier leurs voisins. Mais, l'Afrique de l'Ouest se caractérise par l'absence de grands ensembles politiques, limitant ainsi largement les échanges des produits à l'exception de celui des armes et des esclaves. De ce fait les royaumes conservent tout au long de cette longue période leur physionomie sans changement notable dans la configuration des frontières issues du démembrement des Grands Empires à la fin du XVème siècle. L'objectif majeur des royaumes comme l'Asante, le Dahomey, le Fuuta Jallon, le Mossi, le Ségou, le Kajor, le Kaabu etc. est de s'assurer le contrôle des ports négriers ou tout simplement la sécurité des caravanes de l'intérieur vers la côte. Il faut

attendre le XIXème siècle, avec la suppression de la traite négrière, pour assister à de nouvelles restructurations des Etats en rapport avec les différents mouvements sociopolitiques engendrés par le triomphe progressif du commerce légitime des produits au détriment des esclaves.

#### RESTRUCTURATIONS DE L'ESPACE OUEST-AFRICAIN AU XIXÈME SIÈCLE

Le déclin de la traite négrière, malgré le commerce clandestin des esclaves qui se poursuit jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle, amorce d'importantes transformations économiques et sociales qui sont à l'origine de migrations dans tout les sens et surtout de restructurations territoriales engendrées par la conquête. Partout en Afrique de l'Ouest on assiste à des phénomènes de migrations des populations de la Savane vers la Forêt et la Côte pour entrer en contact direct avec le commerce européen qui privilégie désormais les nouveaux produits comme l'arachide, le café ou l'huile de palme. C'est le cas des migrations mandingues dans les franges forestières de la Guinée à la Côte d'Ivoire qui donnent naissance à la révolution Dyula, dirigée par Samory, dont l'objectif majeur sera de construire un vaste empire couvrant toute la rive droite du Niger jusqu'à l'Atlantique.

Parallèlement à ce mouvement ce sont les populations de la Sénégalie, notamment les Tukuleurs de la vallée du fleuve Sénégal, qui vont entreprendre massivement le Fergo sous la direction de Cheikh Umar pour conquérir par les armes toute la rive gauche du Niger jusqu'aux falaises de Bandiagara. Ces deux mouvements, inspirés par le jihad, ont pour objectif de recréer un espace politique et économique pacifié à l'image des anciens Empires du Mali ou du Songhaï. Pour Cheikh Umar tout comme pour Samori la conquête territoriale, au détriment de la mosaïque des petits Etats, est le seul moyen de recréer un nouvel espace supranational susceptible d'assurer la sécurité des échanges et de faire face aux ambitions territoriales des Européens à partir de la côte.

Auparavant l'Asante, dès le début du XIXème siècle, avait conquis les Etats côtiers suivant l'exemple du Dahomey pour affirmer

sa souveraineté jusqu'à l'océan. L'Asante contrôlait ainsi la majeure partie de la future colonie de la Gold Coast, l'actuelle Ghana. De même au milieu du XIXème siècle le Fuuta Jallon, royaume continental, affirme par la conquête du Kaabu sa souveraineté sur l'ensemble des rivières du Sud de la Gambie à la Sierra Léone. C'est aussi le cas de l'Empire de Sokoto qui amorce sa descente vers le Sud, obligeant le royaume d'Oyo à se déplacer vers les franges côtières du Nigeria.

Toutes ces conquêtes territoriales, qui élargissent les frontières des vieux Etats ou favorisent la naissance de nouveaux Etats plus vastes, constituent des formes diverses d'adaptation à la suppression de la traite négrière. C'est aussi une réponse à l'amorce de la politique de conquête coloniale qui ouvre l'ère des conflits de souveraineté entre les puissances européennes et les Etats de l'Afrique de l'Ouest.

On connaît le résultat de cette confrontation qui aboutit non seulement à la défaite de tous les Etats mais aussi et surtout au partage de l'Afrique de l'Ouest entre la France, l'Angleterre, le Portugal et l'Allemagne. Ce partage colonial, avant la fin du XIXème siècle avec les légères modifications au début du XXème siècle, détermine encore la ligne de partage des frontières entre les Etats actuels après les indépendances de 1960. Mais au-delà de cette pérennité des frontières tracées au hasard des conquêtes coloniales, le fait majeur reste que le partage colonial a mis fin à des processus internes de restructuration de l'espace qui auront du mal à survivre à la débâcle.

Cela est d'autant plus vrai pour les nouveaux Etats de Cheikh Umar et de Samory qui n'avaient pas eu le temps d'organiser leur nouvel empire et de consolider leurs frontières qui ont changé au gré de leurs victoires et de leurs défaites. Ils ont dû faire face à la résistance des vieux Etats africains conquis par la force et surtout à l'acharnement de l'impérialisme colonial français ou anglais à vouloir décapiter leur mouvement pour la renaissance de l'Afrique de l'Ouest. Ces conquêtes inachevées ont laissé un goût amer d'échec pour les initiateurs du mouvement et de ressentiment de la part des peuples conquis par la force des armes. Mais elles constituent au-delà du partage colonial le seul recours, la seule

référence comme lieu de mémoire face à la fragmentation actuelle de l'Afrique de l'Ouest. Le recours à la dynamique de l'unité amorcée au XIXème siècle est un passage obligé pour supprimer les distorsions de la conférence de Berlin qui consacra le partage de l'Afrique.

LES FRONTIÈRES COLONIALES ET LA DESTRUCTURATION  
DE L'ESPACE OUEST AFRICAIN

La conquête coloniale est le résultat d'un processus violent qui a permis aux puissances européennes de se tailler de vastes territoires au détriment des Etats africains dans la débâcle de la défaite. A partir de leurs positions sur la côte, la boucle du Niger a été le point de mire de cette conquête où la rivalité entre puissances européennes a façonné, au hasard des circonstances, la physionomie des frontières actuelles des Etats de l'Afrique de l'Ouest. La France, qui s'est taillée la part du lion, au point de vue de la superficie des terres conquises, a vite fait d'organiser les nouvelles colonies dans le cadre de la Fédération de l'Afrique Occidentale Française. La délimitation des frontières de chaque colonie a sa propre histoire et reflète les intérêts du moment dans le cadre de la politique de centralisation de l'AOF ou dans le cadre des rivalités avec les colonies voisines sous domination anglaise ou portugaise.

Par contre, l'Angleterre se taille la grande et riche poche du Nigeria, celle du Ghana, de la Sierra Léone et le serpent de mer que représente la Gambie tandis que le Portugal reste confiné à la Guinée Bissau et aux Iles du Cap Vert au large de la côte. L'Allemagne, comme un trouble fête, s'accroche au Togo jusqu'à la première guerre mondiale date à laquelle ce pays est partagé entre la France et l'Angleterre.

La conquête coloniale, en mettant fin aux tentatives de restructuration interne de l'espace ouest africain avec El Hadj Umar ou Samori, a procédé à un nouvel remembrement qui dépasse largement la fragmentation caractéristique de cet espace pendant des siècles. Mais, en même temps, ce remembrement est accompagné par la création de nouvelles frontières qui reflètent avant tout les préoccupations contradictoires des différentes puissances coloniales.



Sous la tutelle de la France, l'AOF est dotée d'un système fédéral sous la direction du Gouverneur Général qui a la haute main sur l'administration des colonies avec des prérogatives spéciales sur la monnaie, la santé, l'éducation et la défense. Le Gouverneur Général sert ainsi de relais entre les Lieutenants Gouverneurs à la tête des différentes colonies et le Ministre de la France d'Outre-Mer chargé, au nom de la France, de gérer l'ensemble de l'Empire colonial. Cette intégration horizontale assure la liberté de circulation des hommes et des biens au sein de l'AOF à l'exclusion des colonies anglaises et portugaises qui sont fermées aux sujets français et vis versa. Mais, elle se fait au profit exclusif de la métropole qui impose à chaque colonie une spécialisation dans la production des matières premières en fonction des besoins du moment. Le Sénégal, et en particulier le bassin arachidier, devient ainsi le pôle économique principal de l'économie de traite qui draine la main-d'oeuvre, les navétanes en provenance des colonies voisines de la Guinée, du Soudan et de la Haute-Volta.

Au sein de l'AOF les conflits de frontières sont largement limités par la capacité d'arbitrage du Gouverneur Général pour gérer les particularismes et les intérêts divergents des colonies. L'objectif majeur est avant tout de réduire au minimum les communications et les échanges entre l'ensemble français et les deux ensembles anglais et portugais par une politique systématique de réorientation des voies commerciales vers les capitales respectives de chaque colonie sur la côte en direction de la métropole.

L'ensemble anglais est moins centralisé que l'AOF en raison de l'absence d'homogénéité sur le plan territorial. Néanmoins, l'axe Bathurst-Freetown-Accra et Lagos crée des liens durables entre la Gambie, la Sierra Léone, le Ghana et le Nigéria qui se distinguent nettement sous formes d'enclaves et confèrent à l'Afrique de l'Ouest et pour longtemps sa fragmentation actuelle.

En même temps, la réorientation du centre de gravité de l'Afrique de l'Ouest de la boucle du Niger vers l'Atlantique se consolide créant des déséquilibres durables entre les pays côtiers comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana et les pays de l'intérieur enclavés comme le Soudan ou la Haute-Volta. A cela s'ajoute la division et surtout les déséquilibres entre la côte mise en valeur et

l'intérieur abandonné à lui-même comme pourvoyeur de main d'oeuvre, créant ainsi des disparités entre le Nord et le Sud du Nigeria, du Ghana, du Togo, du Dahomey ou de la Côte d'Ivoire. Cette ligne de démarcation se retrouve du Libéria à la Mauritanie entre la côte et tout l'arrière pays dont le sort se confond avec celui des colonies totalement enclavées sans accès ni sur la mer ni sur le Sahara désormais fermé au trafic caravanier.

Les frontières sont désormais gérées selon les intérêts des puissances coloniales au détriment des populations partagées de part et d'autre par de nouvelles barrières douanières, linguistiques ou administratives. Ainsi, la création d'enclaves perturbent pour longtemps les complémentarités écologiques de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble. A cela s'ajoute la séparation de populations qui appartiennent dans le passé au même ensemble politique. Désormais les Ewe sont partagés entre le Togo français et le Ghana anglais, les Yoruba entre le Nigeria et le Dahomey tandis que les Haussa sont de part et d'autre de la frontière du Nigeria et du Niger. Cette fragmentation est encore plus poussée en Sénégal, en particulier au Sud où les Joola, les Manding et les Peuls appartenant à l'ancien Kaabu sont partagés entre les deux Guinée, la Gambie et le Sénégal. Pire, la Gambie coupe la colonie du Sénégal en deux créant ainsi un déséquilibre majeur entre le Sud et le Nord, ce qui est à l'origine de la rébellion Joola en Casamance.

Néanmoins les frontières coloniales ont joué aussi un rôle de régulateur pour les populations qui les franchissent au gré des contraintes pour échapper à la répression, au paiement excessif de l'impôt, à la conscription dans l'armée. De même il s'y ajoute les migrations de travail qui ignorent souvent les frontières rendues perméables par les solidarités ethniques liant les populations de part et d'autre. Le résultat a été une plus grande mobilité des populations dans l'espace ouest-africain en dépit de l'existence des frontières. Cette mobilité obéit davantage aux exigences de la mise en valeur coloniale qui a favorisé les régions côtières au détriment de l'arrière-pays, cette réserve de main d'oeuvre à bon marché. Ce basculement des populations de l'intérieur vers la côte est le phénomène le plus significatif de l'époque contemporaine même si la physionomie de l'Afrique de l'Ouest reste toujours fragmentée.

Les modifications de frontières sont très rares durant la période coloniale, les puissances ayant respecté dans l'ensemble les conventions signées à la fin du XIXème et au début du XXème siècle pour matérialiser les limites plus précises de chaque colonie. Seule la Haute-Volta a fait l'objet de deux démembrements rattachant une partie à la Côte d'Ivoire, l'autre au Mali. Par contre le domaine colonial français semble le mieux intégré en raison de l'exécutif fédéral qui gère l'AOF à partir de Dakar.

Mais, cet ensemble fédéral va connaître une fragmentation plus poussée avec la loi cadre de 1957 qui donne aux colonies une plus grande autonomie. L'opposition entre les partisans du maintien de la Fédération et les autonomistes domine ainsi la fin de l'Empire colonial français. Finalement la balkanisation de l'AOF ouvre la voie aux indépendances et au processus de construction de l'Etat-Nation dans le cadre des frontières héritées de la colonisation en accentuant la fragmentation de l'Afrique de l'Ouest.

#### FRONTIÈRES ET CONSTRUCTION DE L'ÉTAT-NATION

L'accession à l'indépendance ouvre de nouvelles perspectives aux peuples africains qui se trouvent partagés entre deux objectifs contradictoires, celui de l'unité et celui de la construction de l'Etat-Nation. Malgré les idéaux du mouvement panafricain, les nouveaux Etats sacralisent, à la conférence de l'OUA en 1963, les frontières héritées de la colonisation dans le but d'éviter les conflits. Cette décision ouvre la voie à la construction de l'Etat-Nation et à l'aventure individuelle dans la course au développement.

Hormis la brève fédération du Mali qui lie le Sénégal et le Soudan ou l'Union Ghana-Guinée-Mali sans lendemain, l'unité politique reste un symbole, inscrit dans les constitutions des Etats-Nations qui ont choisi de consolider les frontières coloniales. En Afrique de l'Ouest les structures fédérales de l'AOF sont démantelées à l'exception de la monnaie, qui lie désormais les nouveaux Etats entre eux mais surtout qui continue à les lier tous ensemble à la France. Par la suite la Guinée, le Mali et la Mauritanie vont frapper leur propre monnaie, contribuant ainsi à une plus grande fragmentation de l'Afrique de l'Ouest à l'image de ce qui se passe

en Afrique de l'Est au sein de l'ex Fédération liant le Kenya, l'Uganda et la Tanzanie. La physionomie de l'Afrique de l'Ouest est encore plus fragmentée car, en dehors de l'usage de l'anglais, du français ou du portugais, aucun lien organique sur le plan politique ne vient consolider les relations entre les seize nouveaux Etats qui s'enferment à double tour à l'intérieur de leurs frontières nationales. Même la Guinée Bissau et les Iles du Cap Vert qui ont combattu pour l'indépendance par les armes sous la direction d'un parti unifié, se scindent en deux Etats distincts. Désormais, dans le cadre de l'Etat-Nation, les contrôles aux frontières sont renforcés en même temps que les barrières douanières, réduisant ainsi les échanges officiels entre les Etats qui se tournent le dos.

Néanmoins, les conflits de frontières pendant les premières années des indépendances sont rares en dehors de l'opposition du Mali au Burkina Faso, du Sénégal à la Guinée Bissau qui ont fini par régler pacifiquement les litiges. Par contre on assiste à une plus grande fragmentation de l'espace dans la mesure où la Guinée se ferme à ses voisins du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, pendant de longues années pour des raisons de divergences politiques entre les leaders. Il en est de même du Mali qui se ferme au Sénégal pour s'ouvrir vers la Côte d'Ivoire après la rupture de la Fédération, rompant ainsi des liens séculaires créés par le Dakar-Niger. De même, le Ghana et la Côte d'Ivoire se tournent le dos tout en aiguisant la compétition entre deux économies fondées sur le cacao au gré des divergences politiques entre Kwame Nkrumah et Houphouët Boigny. Les conflits politiques entre les Etats rythment désormais la fermeture ou l'ouverture des frontières sans tenir compte des intérêts des populations qui continuent à se déplacer en fonction de leurs besoins et surtout en fonction de la mise en valeur extravertie des Etats.

Ainsi le fleuve Sénégal, qui n'a jamais constitué en soi une frontière tout au long de l'histoire, devient désormais une barrière entre le Sénégal et la Mauritanie qui ferment la traversée du fleuve, à la suite du conflit entre les deux pays en 1988. Pire, les espaces de part et d'autre des frontières deviennent des *no man's land* abandonnés par les Etats-Nations qui concentrent leurs efforts de développement dans les zones utiles de la côte où sont situées la

plupart des capitales. Du Nord au Sud, Praia, Nouakchott, Dakar, Banjul, Bissau, Conakry, Freetown, Moravia, Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou et Lagos, soit 13 Etats sur 16 ont leurs capitales sur la côte et leur économie est tournée vers l'extérieur laissant tout l'arrière pays dans l'abandon total.

Ce développement extraverti renforce le caractère archaïque des frontières qui contribuent ainsi à réduire les échanges entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest. Dans tous les cas, pour les petits pays comme pour les grands pays le développement séparé a très vite montré ses limites dans le cadre de l'Etat-Nation. A la crise économique s'est ajoutée la crise politique qui a révélé les faiblesses de l'Etat-Nation fondé sur une forte centralisation et sur la pratique despotique du parti unique. Tout cela a contribué à renforcer les déséquilibres sociaux et politiques qui menacent les fondements des Etats-Nations à l'intérieur de leurs frontières.

Il est paradoxal de constater que les crises actuelles qui menacent l'intégrité des Etats comme la Sierra Léone, le Libéria ou la Guinée Bissau ne sont pas le résultat des conflits de frontières qui les opposent à leurs voisins. Dans la plupart des cas les populations ont du mal à s'exprimer à l'intérieur des frontières de leurs Etats respectifs où elles étouffent. Ce mal de vivre à l'intérieur des frontières a revêtu différentes formes de crises qui risquent à terme de précipiter l'implosion des Etats.

Cela se traduit par la guerre de sécession du Biafra au Nigéria, de celle de la Casamance au Sénégal, sans compter les guerres civiles à caractère ethnique en Sierra Léone, au Libéria et la rébellion Touareg au Mali et au Niger. A cela il faut ajouter le conflit sénégal-mauritanien qui a abouti, fait exceptionnel, au rapatriement systématique des populations respectives d'un pays à l'autre créant de ce fait le problème du rapport entre Maures d'une part et populations d'origine Wolof, Peul et Soninké d'autre part. Pire, ce conflit fixe non seulement le fleuve comme frontière entre les deux Etats mais encore comme ligne de démarcation ethnique entre les Maures et les autres populations noires qui sont refoulées au Sénégal. Ces nouveaux réfugiés viennent s'ajouter aux Touareg qui ont quitté le Mali et le Niger pour les pays voisins, perturbant ainsi l'équilibre régional dans son ensemble.

Tous ces conflits reposent indirectement le problème des frontières dont la gestion s'est révélée être un handicap majeur à l'intégration régionale. Le problème n'est certainement pas de modifier les frontières actuelles pour créer de nouveaux déséquilibres mais de supprimer tout ce qui peut contribuer à freiner une véritable politique de réintégration de l'espace ouest africain caractérisé par une trop grande fragmentation sans une logique interne de développement de toutes ses composantes. Cela implique une vision nouvelle de la notion de frontière en rapport avec les impératifs de l'intégration régionale.

#### FRONTIÈRES ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Très tôt, face aux limites concrètes d'un développement séparé, les Etats ont senti la nécessité de se regrouper à l'échelle sous-régionale, régionale ou continentale pour intensifier les échanges intra-africains et réaliser des investissements d'intérêts communs. On a assisté dès lors à la multiplicité des organisations sous-régionales comme l'OMVS, l'OMVG, le CILSS, la CEAO et la CEDEAO etc. pour rester uniquement dans le cadre de l'Afrique de l'Ouest, sans compter les multiples organisations à l'échelle de l'OUA et du système des Nations-Unies. La vocation économique de ces organisations révèle avant tout le souci des Etats de résoudre les problèmes de développement mais surtout la volonté manifeste de fuir le débat politique de l'unité. Les Etats, préoccupés davantage à consolider des pouvoirs hégémoniques à l'intérieur, ne sont pas disposés à céder une quelconque parcelle de leur souveraineté nationale, matérialisée par les frontières artificielles, héritées du partage colonial. C'est ce paradoxe qui explique l'échec de la plupart des projets d'intégration régionale.

En effet, la configuration actuelle des frontières est un handicap à toute politique véritable de développement intégré de nos Etats qui se tournent le dos. On assiste en Afrique de l'Ouest à plusieurs cas de figure qui attestent de l'inadéquation des frontières avec les exigences de développement intégré. Ainsi, l'espace Ouest, que nous appelons la Grande Sénégal, est caractérisé par une grande fragmentation de son espace partagé entre six Etats qui se

regroupent autour du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée Bissau et d'une partie de la Mauritanie, du Mali et de la Guinée Conakry. Cette fragmentation se retrouve aussi dans l'espace Centre regroupant le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin. Il y a aussi l'existence de Grands Etats intérieurs comme le Mali, le Niger et le Burkina Faso dont le handicap majeur est l'absence de débouchés sur la mer et leur ouverture sur le Sahara qui ne mène nulle part. Le Nigéria a lui seul par sa dimension réunit tous les avantages et les inconvénients des autres régions avec le handicap majeur de la désunion qui caractérise cet ensemble écartelé entre les différentes nationalités du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Le Nigéria réunit ainsi l'éventail des problèmes qui bloquent le processus d'intégration régionale et rend compte de l'importance de la gestion des frontières en relation avec d'autres facteurs culturels, politiques et économiques. Le Nigéria, malgré sa taille, a besoin non seulement d'un système fédéral équilibré, mais aussi d'une plus grande ouverture sur ses voisins pour assurer la fluidité de ses frontières.

En fait, l'absence d'économies complémentaires contribue à créer le problème des frontières qui sont devenues les pourvoyeuses de marchandises importées d'ailleurs et dont les bénéficiaires jouent sur la disparité des monnaies et des tarifs douaniers. L'Afrique de l'Ouest a besoin d'une planification de la mise en valeur de ses ressources pour répondre avant tout aux besoins des populations dans leur ensemble. Cet objectif ne peut être atteint sans une stratégie de développement qui dépasse la configuration actuelle des frontières.

Le cas de la Grande Sénégambie dans l'espace ouest est significatif de l'impact négatif des frontières actuelles et de la myopie des politiques nationales. Dans cet espace les trois grands fleuves du Sénégal, de la Gambie et du Niger, qui appartiennent aux six Etats, sont largement sous-utilisés, par rapport à leurs potentialités, pour une véritable intégration régionale. Au contraire, les trois fleuves sont gérés séparément par trois organisations sous-régionales: l'OMVS regroupe le Mali, le Sénégal et la Mauritanie; l'OMVG regroupe le Sénégal, la Gambie, les deux Guinées et en fin l'autorité du fleuve Niger regroupe la Guinée, le

Mali, le Niger et le Nigéria. Le fleuve Sénégal et le fleuve Gambie prennent leurs sources dans le Massif du Fuuta Jallon en Guinée pour se jeter dans l'Océan à moins de cinq cents kilomètres de distance. Les deux bassins sont partagés entre six Etats qui se tournent le dos et sont incapables de ce fait d'assurer la complémentarité de ces deux fleuves pour répondre à leurs besoins vitaux dans le domaine du transport fluvial, de l'agriculture, de l'élevage et de la production d'énergie, sans compter les autres secteurs de l'industrie minière.

La Gambie a une vocation naturelle pour la navigation, les bateaux de haute mer pouvant remonter le fleuve jusqu'à 300 kilomètres à l'intérieur des terres sans aucun aménagement préalable. C'est la voie la plus rapide et la moins coûteuse pour atteindre le Mali et par conséquent faire la jonction avec le fleuve Niger par le rail. Mais cela demande une vision pour redonner à la Gambie, ce petit pays qui coupe le Sénégal en deux, sa vocation régionale. Elle peut ouvrir, au-delà des frontières du Sénégal, tout l'ouest du Mali et le nord ouest de la Guinée au trafic fluvial et maritime. Cela implique que le rôle de régulateur en eau soit joué par le fleuve Sénégal dans cette zone écologique fragile du Sahel où l'élevage intensif peut être associé à la production de l'énergie électrique. Cette activité principale de l'élevage n'exclut pas les cultures maraîchères ni celles du mil que les populations du Nord ont toujours pratiquées au lieu de leur imposer, comme c'est le cas, la riziculture. En effet, la culture du riz par contre doit revenir à sa région naturelle, celle des rivières du Sud entre la Gambie et la Sierra Léone où les populations joola, landuma, nalu, бага etc. ont acquis un savoir millénaire dans les techniques de la riziculture. On sait maintenant avec certitude que ces populations ont été recherchées de façon systématique par les Négriers pour assurer le transfert de technologie qui a permis le développement de la riziculture en Caroline du Sud.

Cette complémentarité des deux fleuves résoudrait ainsi le conflit entre la Mauritanie et le Sénégal par l'ouverture du fleuve aux grandes transhumances Nord-Sud du bétail à une échelle plus grande. Elle résoudrait aussi le problème de la rébellion en Casamance qui a dégénéré à la suite l'occupation de la Guinée Bissau par l'armée sénégalaise.



Le fleuve Sénégal ne peut constituer une frontière étanche si on veut assurer aux populations de part et d'autre du fleuve un quelconque avenir par une plus grande liberté de mouvement des hommes et des biens. Il en est de même pour la Casamance qui ne peut se développer et s'épanouir que dans le cadre d'une plus grande ouverture du Sénégal sur ses voisins de la Guinée Bissau et de la Guinée Conakry. La Casamance partage avec ces régions du Sud des valeurs culturelles, mais surtout des potentialités économiques identiques qui sont complémentaires de celles qu'on trouve au nord de la Gambie, au Sahel mauritanien ou malien. C'est à ce niveau que se situe la responsabilité des hommes politiques dans la gestion des conflits qui passe par une vigoureuse politique d'intégration au-delà des frontières de chaque Etat. Chacun des Etats a une responsabilité et un rôle central à jouer par rapport à sa position vis à vis de ses voisins pour enlever aux frontières tout leur venin qui empoisonne l'existence des populations et empêche leur épanouissement.

La Mauritanie a un rôle majeur de trait d'union à jouer entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne à condition d'accepter à égalité ses deux composantes maures et noires. Le Sénégal a une position privilégiée et un rôle primordial à jouer comme porte du continent vers les Amériques et l'Europe, à condition de s'ouvrir sans réserve à ses voisins en facilitant les communications avec le Mali, la Guinée, la Guinée Bissau et par la construction d'un pont sur la Gambie et le fleuve Sénégal pour mettre fin à son enclavement actuel.

Il en est de même pour la Guinée Conakry dont l'avenir est lié à son ouverture sur ses voisins et sur le raccordement de ses quatre régions naturelles à leur environnement au-delà des frontières. Elle peut surtout jouer un rôle primordial dans le processus d'intégration régionale en élargissant la Grande Sénégalie à la Sierra Léone et au Libéria qui vont cesser d'être ainsi de simples enclaves maritimes sans arrière pays. Naturellement le pont sur la Gambie va mettre fin à la césure du Sénégal en deux. De ce fait la Gambie, en cessant de s'agripper à une souveraineté hypothétique, doit faire jouer à son fleuve son rôle de pôle de rencontre des peuples de la Sénégalie et de moyen de pénétration vers le

Niger. La Guinée Bissau, tout comme la Sierra Léone et le Libéria doivent s'ouvrir sur le continent pour donner à leur façade maritime un arrière-pays au-delà de leurs frontières. Ainsi, par le jeu de l'ouverture de chaque Etat à ses voisins immédiats, on pourrait rétablir l'homogénéité de la Grande Sénégalie comme sous-ensemble au sein de l'Afrique de l'Ouest.

Ce rôle de pivot, en fait de centre de gravité d'une intégration régionale qui dépasserait et corrigerait les anomalies actuelles de l'héritage colonial, peut être joué respectivement par la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Nigéria en y incluant dans la mouvance le Togo et le Bénin. Mais, ces pays doivent avant tout avoir l'ambition de s'ouvrir sur la boucle du Niger en rétablissant la complémentarité des zones écologiques entre la Forêt, la Savane et le Sahel, et surtout en assurant la liaison directe entre le Sahara au Nord et l'Atlantique au Sud. Cet objectif n'avait pas été atteint par les Grands Empires du Mali ou du Songhai avant le XVème siècle. C'est ce qui explique en partie leur défaite et leur déclin dès l'instant où les Européens les ont pris de revers en occupant la côte atlantique pour relier l'Afrique directement au reste du monde.

Les pays enclavés du Burkina Faso, du Mali et du Niger doivent accepter de jouer le jeu et faire de l'accès à l'Atlantique une priorité pour toute la boucle du Niger dans son ensemble. Car la résurrection de la vallée du Niger est une des conditions de la survie de l'Afrique de l'Ouest qui, une fois solidement adossée sur l'Atlantique, peut reconquérir les routes du désert pour renouer ses relations au-delà du Sahara avec le Maghreb et l'Egypte. Cela va contribuer largement à redonner au continent africain une partie de son homogénéité, en attendant de lui assurer son unité dans son ensemble grâce à une démarche semblable, en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique du Sud. Car l'objectif majeur est de redonner au continent son unité et son homogénéité qu'il a perdu depuis le XVème siècle et qui justifie aujourd'hui que la carte politique, répondant à des critères externes, divise artificiellement le continent entre une Afrique au nord ou au sud du Sahara distincte de l'Afrique du Sud à tel point que les générations actuelles ont cessé de rêver à un axe Le Cap-Le Caire qui recouperait un autre axe, Dakar-Mogadishu.

Les frontières ont certes leur importance mais elles n'ont rien à voir avec cette autre vision qui consisterait à les ignorer ou tout simplement à les gommer pour mieux assurer la réintégration du continent. L'Afrique est le continent le plus fragmenté sur le plan politique et économique et elle est, par conséquent, vulnérable à toutes les formes de crise dont les manifestations actuelles ne sont que le prélude à une implosion des Etats dont les populations sont mal à l'aise à l'intérieur de leurs frontières actuelles.

La seule voie pour sortir de l'impasse actuelle est de corriger, au plus tôt, les déséquilibres internes créés par la construction unilatérale de l'Etat-Nation centralisé qui a ignoré l'existence des nationalités différentes au sein des nouveaux Etats. La peur du tribalisme a amené les pères des indépendances à fuir le débat national d'autant plus que très tôt les régimes à parti unique et les régimes militaires ont baillonné toutes les libertés démocratiques. C'est cette pratique de l'arbitraire qui empêche encore le Nigéria de reconnaître l'existence de différentes nationalités; Haussa, Yoruba et Ibo. Avec plus de vingt millions l'individus chacune, ces nationalités ont appartenu dans le passé à des entités politiques distinctes avant la colonisation.

Il est certain que l'unité territoriale du Nigéria n'est pas incompatible avec l'existence d'un système fédéral qui accorderait une plus grande autonomie aux différentes nationalités dans le respect du droit des minorités. En fait il ne sert à rien de maintenir une unité territoriale factice, sans pratique démocratique, qui risque à long terme de provoquer la guerre civile et de précipiter l'implosion des Etats des plus grands aux plus petits. Les crises actuelles reposent d'ailleurs avec acuité le problème des frontières et la notion des souverainetés nationales. L'intervention armée de l'ECOMOG est devenue l'activité principale de la CEDEAO dont la vocation principale est l'intégration économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest. L'ECOMOG, et en particulier le Nigéria, est intervenu au Libéria et en Sierra Léone, tandis que le Sénégal et la Guinée sont à Bissau pour mettre fin à des guerres civiles ou pour remettre au pouvoir des chefs d'Etat menacés par des rébellions armées. Les récentes crises dans la région des Lacs ont provoqué l'intervention, d'un côté ou de l'autre, de tous les Etats

de la sous région créant ainsi des solidarités qui dépassent largement les frontières des Etats. Sans poser directement le problème de la reconfiguration des frontières, ces crises régionales révèlent la nécessité d'une solution globale de la gestion de l'espace territorial par des nationalités à cheval sur plusieurs Etats.

L'intégration régionale mais aussi une rigoureuse politique de décentralisation constituent avec la redéfinition de la citoyenneté en Afrique l'alternative à l'impasse créée par les Etats-Nations, héritiers du partage colonial.

Comment redéfinir un Etat multiethnique ou multinational qui dépasserait les frontières actuelles est l'enjeu majeur de l'Afrique au XXIème siècle. Car il s'agira, à défaut de modifier les frontières de les supprimer soit par l'unification d'un certain nombre d'Etats, soit par l'octroi à tous les Africains de la double nationalité, celle du lieu de naissance et celle du lieu de résidence en favorisant la libre circulation des hommes et des biens. En attendant l'unité politique entre deux ou plusieurs Etats, l'octroi de la double nationalité constitue un palliatif pour assurer le mouvement des populations et pour corriger le caractère contraignant des frontières.

Il est certain qu'à défaut d'intégrer le Rwanda et le Burundi aux Etats voisins plus vastes du Congo, de l'Uganda, du Kenya ou de la Tanzanie, il faut ouvrir les frontières pour permettre aux excédents de population des Hauts Plateaux de déverser leur trop plein. Mieux, il faut leur accorder la double nationalité et créer un espace plus autonome, centré sur les Grands Lacs par rapport à l'Est et l'Ouest du continent. L'Afrique regorge d'espaces libres qui sont inexploités à cause de la fragmentation du continent et surtout de l'absence d'infrastructures de communication qui rendent les frontières encore plus absurdes. Le Mozambique à lui seul, sur trois mille kilomètres de longueur, ferme la porte de l'Océan à tous les Etats de l'Afrique australe et même centrale car Lubumbashi est plus proche de l'Océan indien que de l'Océan Atlantique. On peut multiplier les exemples de ces déséquilibres créés par la configuration actuelle des frontières, tant en Afrique Centrale qu'en Afrique Occidentale.

D'ailleurs la solution finale réside dans l'unification de certains Etats et la mise en place de politique de décentralisation

pour assurer une plus grande autonomie et une plus grande homogénéité culturelle à des entités géographiques plus viables sur le plan économique. La révolution culturelle sans laquelle il n'y a pas de progrès est à ce prix et elle est liée à la promotion des langues nationales. Ces langues, condamnées à végéter sous prétexte d'unité nationale, sont prisonnières de l'étroitesse des frontières et de l'idée réductrice de l'Etat-Nation. De ce fait, le Nigéria est incapable de développer des langues comme le Hausa, le Yoruba ou le Ibo dont le nombre de locuteurs dépasse les vingt millions. Ailleurs, le prétexte avancé est le nombre excessif des langues même si certaines langues minoritaires dans un pays sont parlées au-delà des frontières par des millions de locuteurs. Ainsi, le Manding et le Peul constituent des langues de communication qui couvrent l'ensemble des pays de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit là encore, comme pour la double nationalité, de cultiver le bilinguisme ou le trilinguisme qui est pratiqué dans la vie quotidienne par les populations à l'exclusion des élites anglophones, lusophones ou francophones des Etats-Nations qui ont acquis leurs privilèges dans le cadre du système colonial.

En raison du sous-développement structurel de l'Afrique dans tous les domaines, l'intégration régionale, voire la réintégration de l'espace fragmenté, est une impérieuse nécessité. Cette réintégration qui pourrait développer l'industrialisation à une grande échelle, passe par une remise en cause du rôle de l'Etat dans la gestion de l'espace et la mobilité des hommes. Ainsi, l'OMVS, qui a investi des millions pour la mise en valeur des terres de la vallée du fleuve Sénégal avec son volet énergétique et de navigation, risque de tourner à vide si le problème des réfugiés mauritaniens n'est pas réglé et surtout si la liberté de circulation entre les trois pays n'est pas garantie. La gestion des conflits politiques et la décentralisation constituent des étapes nécessaires à toute politique d'intégration régionale et de ce fait le préalable à la gestion pacifique des conflits de frontières.

#### CONCLUSION

La réflexion sur les frontières repose avec acuité le débat sur les limites actuelles des tentatives de construction de l'Etat-Nation en

Afrique. Il faut sortir de la conférence de Berlin par la grande porte pour renouer avec la dynamique interne des populations en recréant des espaces économiques et géographiques viables, susceptibles d'assurer la sécurité et l'épanouissement culturel. Au lieu de diaboliser les problèmes ethniques ou de fuir devant les exigences de l'unité, il faut instaurer un débat sur les nationalités et sur le rapport Etats-Nations. C'est la condition pour saisir aujourd'hui tous les enjeux de l'intégration de l'espace africain. L'ampleur des crises actuelles dans l'ensemble du continent révèle avant tout l'absence d'un leadership intellectuel et politique susceptible d'explicitier tous les obstacles à l'intégration régionale et les avantages que les Etats actuels peuvent tirer en ouvrant leurs frontières. La gestion pacifique des frontières associée à une politique interne de décentralisation et de démocratisation constitue peut-être l'amorce d'une renaissance de l'Afrique dans l'unité. La reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux mêmes et du droit à la sécession de l'Erythrée après trente ans de guerre contre par L'Ethiopie constitue peut-être un pas important vers une remise en cause des frontières héritées de la colonisation et de la sacralisation de l'Etat-Nation.

#### BIBLIOGRAPHIE

- Barry, Boubacar, *La Sénégalie du X-V au XIXème siècle*, L'Harmattan, Paris, 1988.
- Cour, Jean-Marie, (sous la direction). *Etudes de perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest. Une vision à l'Horizon 2020*. Club du Sahel, 4 Décembre 1994.
- Ki Zerbo Joseph, Amadou Aly Dieng, Moktar Diouf, Boubacar Barry, *L'Intégration africaine*. Extrait de le Chercheur Numéro 1, 1990. Association des Chercheurs sénégalais.
- Adotévi, Stanislas. S., *De l'échec des tentatives d'intégration économique artificielle à la définition des conditions de possibilités d'une intégration régionale viable*. CRDI, Conférence sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, Dakar, 11-15 Janvier 1993.
- Tshyembé, Mwyüa, *Ambitions rivales dans l'Afrique des Grands Lacs*. Monde Diplomatique, Janvier 1999, pp. 10, 11.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Au Congo de la rébellion à l'insurrection?*, Monde Diplomatique, Janvier 1999, pp. 10, 11.